ALMANACH

DU

TRAVAILLEUR

POUR

1912

C.I.R.A.

Edition de "la Voix du Peuple"

ALMANACH

DU

TRAVAILLEUR

POUR

L'ANNÉE 1912

PRIX : 30 CENTIMES

PULLY-LAUSANNE
IMPRIMERIE DES UNIONS OUVRIÈRES
à base communiste

Calendrier grégorien et Calendrier civil

On sait que la Révolution française a voulu réformer le calendrier. Elle y avait assez bien réussi, mais la réaction napoléonienne est venue ensuite pour imposer à nouveau aux gens la stupide terminologie du calendrier chrétien. La Convention avait divisé l'année en *douze mois de trente jours* — total 360. Restent donc en dehors des mois 5 ou 6 jours qui complètent l'année et qu'on appelait les *Sans-Culottides*. Le premier jour de l'An I correspondait au 22 septembre 1792 de l'ère vulgaire, jour de la proclamation de la République; c'était le 1er *Vendémiaire*.

Pour les camarades que cela intéresse, voici le calendrier civil pour l'année en cours :

An 120

Le premier	*vendémiaire*	correspond au	*23 septembre*	*1911*
—	*brumaire*	—	*23 octobre*	—
—	*frimaire*	—	*22 novembre*	—
—	*nivôse*	—	*22 décembre*	—
—	*pluviôse*	—	*21 janvier*	*1912*
—	*ventôse*	—	*20 février*	—
—	*germinal*	—	*21 mars*	—
—	*floréal*	—	*20 avril*	—
—	*prairial*	—	*20 mai*	—
—	*messidor*	—	*19 juin*	—
—	*thermidor*	—	*19 juillet*	—
—	*fructidor*	—	*18 août*	—
La première	*sans-culottide*	—	*17 septembre*	—

Le 1er vendémiaire de l'An 121 correspondra au 22 septembre 1912. On le voit, les noms de mois usités par les révolutionnaires du XVIIIe siècle étaient fort jolis et très significatifs. En outre, la division du mois en *décades* (trois fois dix jours) permettait l'établissement facile de la *semaine de cinq jours* — encore une conquête que le socialisme ouvrier assurera au plus vite.

Le Congrès de l'Association internationale des Travailleurs, réuni à Bruxelles du 6 au 13 septembre 1868, déclare protester avec la plus grande énergie contre la guerre. Il invite toutes les sections de l'Association dans leurs pays respectifs, ainsi que toutes les sociétés ouvrières et tous les groupes d'ouvriers, quels qu'ils soient, à agir avec la plus grande activité pour empêcher la guerre de peuple à peuple qui, aujourd'hui, ne pourrait être considérée que comme une guerre civile, parce que, faite entre producteurs, elle ne serait qu'une lutte entre frères et citoyens. Le Congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. Le Congrès compte assez sur l'esprit de solidarité qui anime les travailleurs de tous les pays pour espérer que leur appui ne fera pas défaut à cette guerre des peuples contre la guerre.

◎ Janvier ◎

1er janvier, Nouvel-An. — Lever du soleil au 1er du mois à 8 h. 16.
Pleine lune le 4. Nouvelle lune le 19.

1 Lundi	
2 Mardi	
3 Mercredi	
4 Jeudi	
5 Vendredi	
6 Samedi	
7 DIMANCHE	
8 Lundi	
9 Mardi	
10 Mercredi	
11 Jeudi	
12 Vendredi	
13 Samedi	
14 DIMANCHE	
15 Lundi	
16 Mardi	
17 Mercredi	
18 Jeudi	
19 Vendredi	
20 Samedi	
21 DIMANCHE	
22 Lundi	
23 Mardi	
24 Mercredi	
25 Jeudi	
26 Vendredi	
27 Samedi	
28 DIMANCHE	
29 Lundi	
30 Mardi	
31 Mercredi	

◎ Février ◎

20 février, Mardi-Gras. — Lever du soleil au 1er du mois à 8 h.
Pleine lune le 3. Nouvelle lune le 18.

1 Jeudi	
2 Vendredi	
3 Samedi	
4 DIMANCHE	
5 Lundi	
6 Mardi	
7 Mercredi	
8 Jeudi	
9 Vendredi	
10 Samedi	
11 DIMANCHE	
12 Lundi	
13 Mardi	
14 Mercredi	
15 Jeudi	
16 Vendredi	
17 Samedi	
18 DIMANCHE	
19 Lundi	
20 Mardi	
21 Mercredi	
22 Jeudi	
23 Vendredi	
24 Samedi	
25 DIMANCHE	
26 Lundi	
27 Mardi	
28 Mercredi	
29 Jeudi	

Jouis et fais jouir, sans faire de mal ni à toi, ni à personne : voilà, je crois, toute la morale.

CHAMFORT.

◎ Mars ◎

Lever du soleil au 1er du mois à 7 h. 16. Pleine lune le 3.
Nouvelle lune le 18.

1 Vendredi	
2 Samedi	
3 DIMANCHE	
4 Lundi	
5 Mardi	
6 Mercredi	
7 Jeudi	
8 Vendredi	
9 Samedi	
10 DIMANCHE	
11 Lundi	
12 Mardi	
13 Mercredi	
14 Jeudi	
15 Vendredi	
16 Samedi	
17 DIMANCHE	
18 Lundi	
19 Mardi	
20 Mercredi	
21 Jeudi	
22 Vendredi	
23 Samedi	
24 DIMANCHE	
25 Lundi	
26 Mardi	
27 Mercredi	
28 Jeudi	
29 Vendredi	
30 Samedi	
31 DIMANCHE	

◎ Avril ◎

5 avril, Vendredi-Saint. 7 avril, Pâques. — Lever du soleil au 1er du mois à 6 h. 16. Pleine lune le 1er. Nouvelle lune le 17.

1 Lundi	
2 Mardi	
3 Mercredi	
4 Jeudi	
5 Vendredi	
6 Samedi	
7 DIMANCHE	
8 Lundi	
9 Mardi	
10 Mercredi	
11 Jeudi	
12 Vendredi	
13 Samedi	
14 DIMANCHE	
15 Lundi	
16 Mardi	
17 Mercredi	
18 Jeudi	
19 Vendredi	
20 Samedi	
21 DIMANCHE	
22 Lundi	
23 Mardi	
24 Mercredi	
25 Jeudi	
26 Vendredi	
27 Samedi	
28 DIMANCHE	
29 Lundi	
30 Mardi	

La morale publique c'est celle qu'on a mise en carte. Félix Pyat.

◎ Mai ◎

16 mai, Ascension. — Lever du soleil au 1er du mois à 5 h. 21.
Pleine lune le 1er et le 31. Nouvelle lune le 16.

1 Mercredi	
2 Jeudi	
3 Vendredi	
4 Samedi	
5 DIMANCHE	
6 Lundi	
7 Mardi	
8 Mercredi	
9 Jeudi	
10 Vendredi	
11 Samedi	
12 DIMANCHE	
13 Lundi	
14 Mardi	
15 Mercredi	
16 Jeudi	
17 Vendredi	
18 Samedi	
19 DIMANCHE	
20 Lundi	
21 Mardi	
22 Mercredi	
23 Jeudi	
24 Vendredi	
25 Samedi	
26 DIMANCHE	
27 Lundi	
28 Mardi	
29 Mercredi	
30 Jeudi	
31 Vendredi	

◎ Juin ◎

2 juin. Trinité. — Lever du soleil au 1er du mois à 4 h. 46.
Nouvelle lune le 15. Pleine lune le 29.

1 Samedi	
2 DIMANCHE	
3 Lundi	
4 Mardi	
5 Mercredi	
6 Jeudi	
7 Vendredi	
8 Samedi	
9 DIMANCHE	
10 Lundi	
11 Mardi	
12 Mercredi	
13 Jeudi	
14 Vendredi	
15 Samedi	
16 DIMANCHE	
17 Lundi	
18 Mardi	
19 Mercredi	
20 Jeudi	
21 Vendredi	
22 Samedi	
23 DIMANCHE	
24 Lundi	
25 Mardi	
26 Mercredi	
27 Jeudi	
28 Vendredi	
29 Samedi	
30 DIMANCHE	

Je ne salue pas les héros morts, mais les travailleurs vivants. Jules Vallès.

◎ Juillet ◎

Lever du soleil au 1er du mois à 4 h. 44. Nouvelle lune le 14.
Pleine lune le 29.

1 Lundi	
2 Mardi	
3 Mercredi	
4 Jeudi	
5 Vendredi	
6 Samedi	
7 DIMANCHE	
8 Lundi	
9 Mardi	
10 Mercredi	
11 Jeudi	
12 Vendredi	
13 Samedi	
14 DIMANCHE	
15 Lundi	
16 Mardi	
17 Mercredi	
18 Jeudi	
19 Vendredi	
20 Samedi	
21 DIMANCHE	
22 Lundi	
23 Mardi	
24 Mercredi	
25 Jeudi	
26 Vendredi	
27 Samedi	
28 DIMANCHE	
29 Lundi	
30 Mardi	
31 Mercredi	

◎ Août ◎

15 août, Assomption. — Lever du soleil au 1er du mois à 5 h. 15.
Nouvelle lune le 12. Pleine lune le 27.

1 Jeudi	
2 Vendredi	
3 Samedi	
4 DIMANCHE	
5 Lundi	
6 Mardi	
7 Mercredi	
8 Jeudi	
9 Vendredi	
10 Samedi	
11 DIMANCHE	
12 Lundi	
13 Mardi	
14 Mercredi	
15 Jeudi	
16 Vendredi	
17 Samedi	
18 DIMANCHE	
19 Lundi	
20 Mardi	
21 Mercredi	
22 Jeudi	
23 Vendredi	
24 Samedi	
25 DIMANCHE	
26 Lundi	
27 Mardi	
28 Mercredi	
29 Jeudi	
30 Vendredi	
31 Samedi	

◎ Septembre ◎

8 septembre, Bénichon fribourgeoise. 15 septembre, Jeûne fédéral. — Lever du soleil au 1er du mois à 5 h. 53. Nouvelle lune le 11. Pleine lune le 26.

1 DIMANCHE	
2 Lundi	
3 Mardi	
4 Mercredi	
5 Jeudi	
6 Vendredi	
7 Samedi	
8 DIMANCHE	
9 Lundi	
10 Mardi	
11 Mercredi	
12 Jeudi	
13 Vendredi	
14 Samedi	
15 DIMANCHE	
16 Lundi	
17 Mardi	
18 Mercredi	
19 Jeudi	
20 Vendredi	
21 Samedi	
22 DIMANCHE	
23 Lundi	
24 Mardi	
25 Mercredi	
26 Jeudi	
27 Vendredi	
28 Samedi	
29 DIMANCHE	
30 Lundi	

Lorsqu'ils ne valent rien — les avocats — ils entrent dans la magistrature.

◎ Octobre ◎

Lever du soleil au 1er du mois à 6 h. 32. Nouvelle lune le 10.
Pleine lune le 26.

1 Mardi	
2 Mercredi	
3 Jeudi	
4 Vendredi	
5 Samedi	
6 DIMANCHE	
7 Lundi	
8 Mardi	
9 Mercredi	
10 Jeudi	
11 Vendredi	
12 Samedi	
13 DIMANCHE	
14 Lundi	
15 Mardi	
16 Mercredi	
17 Jeudi	
18 Vendredi	
19 Samedi	
20 DIMANCHE	
21 Lundi	
22 Mardi	
23 Mercredi	
24 Jeudi	
25 Vendredi	
26 Samedi	
27 DIMANCHE	
28 Lundi	
29 Mardi	
30 Mercredi	
31 Jeudi	

◎ Novembre ◎

1er novembre, La Toussaint. — Lever du soleil au 1er du mois à 7 h. 15.
Nouvelle lune le 9. Pleine lune le 24.

1 Vendredi	
2 Samedi	
3 DIMANCHE	
4 Lundi	
5 Mardi	
6 Mercredi	
7 Jeudi	
8 Vendredi	
9 Samedi	
10 DIMANCHE	
11 Lundi	
12 Mardi	
13 Mercredi	
14 Jeudi	
15 Vendredi	
16 Samedi	
17 DIMANCHE	
18 Lundi	
19 Mardi	
20 Mercredi	
21 Jeudi	
22 Vendredi	
23 Samedi	
24 DIMANCHE	
25 Lundi	
26 Mardi	
27 Mercredi	
28 Jeudi	
29 Vendredi	
30 Samedi	

Dans la société corrompue, on vante la probité; mais elle se morfond dans la misère.

◎ Décembre ◎

12 décembre, Escalade de Genève. 25 décembre, Noël. — Lever du soleil au 1er du mois à 7 h. 58. Nouvelle lune le 8. Pleine lune le 24.

1 DIMANCHE	
2 Lundi	
3 Mardi	
4 Mercredi	
5 Jeudi	
6 Vendredi	
7 Samedi	
8 DIMANCHE	
9 Lundi	
10 Mardi	
11 Mercredi	
12 Jeudi	
13 Vendredi	
14 Samedi	
15 DIMANCHE	
16 Lundi	
17 Mardi	
18 Mercredi	
19 Jeudi	
20 Vendredi	
21 Samedi	
22 DIMANCHE	
23 Lundi	
24 Mardi	
25 Mercredi	
26 Jeudi	
27 Vendredi	
28 Samedi	
29 DIMANCHE	
30 Lundi	
31 Mardi	

Conseils aux ouvriers accidentés

et intoxiqués

A force de batailler, les travailleurs ont réussi à imposer à la bourgeoisie des conditions d'existence sanctionnées en partie par quelques articles de lois. Ne permettons pas qu'on se joue de nous en ne s'exécutant pas jusqu'au bout dans leur application.

Les ouvriers ont le droit, et même le devoir, d'intervenir auprès des patrons, entrepreneurs, directeurs, pour leur signaler à temps le manque de dispositifs ou de mesures propres à *éviter les accidents*, ainsi que les dangers qu'ils constatent. L'article 2 de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques prescrit que les ateliers, les machines et les engins doivent être établis et entretenus, éclairés, chauffés et aérés « de façon à sauvegarder le mieux possible la santé et la vie des ouvriers ». Si l'ouvrier n'ose réclamer, de peur de se faire donner son congé, qu'il s'adresse à l'Union ouvrière de sa localité ou au journal *la Voix du Peuple*, Pully-Lausanne.

L'ouvrier qui est victime d'un accident doit le signaler immédiatement au chef ou au patron. Même **les blessures les plus légères doivent être annoncées,** car parfois une simple égratignure ou piqûre s'envenime au point de devenir mortelle. Lorsqu'il y a enquête (ce qui doit être le cas lorsque l'incapacité de travail dépasse six jours), le sinistré doit prendre garde qu'elle ne se fasse pas à son détriment. Il lui faut protester sans tarder si une fausse déposition se produit. Quand les patrons ou les compagnies voient qu'ils ont affaire à quelqu'un qui ne se laissera pas duper et qui a su s'appuyer sur une organisation syndicale, ils finissent eux-mêmes par céder.

Le sinistré a le libre choix de son médecin. Il n'existe pas de médecin officiel, obligatoire, dans n'importe quelle entreprise. Les employeurs qui forcent les salariés à se rendre chez tel ou tel docteur font un abus de pouvoir que ne reconnaît aucune loi. Toujours s'adresser à de bons médecins, désintéressés, et, s'il y a lieu, à des spécialistes. Ne jamais chercher à se soigner soi-même ou s'en remettre à un rebouteur ; on pourrait alors perdre le bénéfice de l'assurance.

S'il reste un dommage temporaire ou permanent, exiger une indemnité. Pour la fixation de cette indemnité, le concours d'un avocat honnête est souvent nécessaire. En tous cas, ne jamais accepter un arrangement avant d'en avoir référé à des militants ouvriers compétents dans la question.

Outre l'indemnité éventuelle, l'ouvrier blessé doit toujours recevoir :

1. Le salaire complet, régulièrement payé, pendant le temps d'incapacité de travail, depuis le moment de l'accident jusqu'au jour où le travail, partiel ou en plein, peut être repris ; si l'on ne peut travailler que quelques heures par jour ou d'une façon partielle, exiger le salaire intégral quand même.

2. Le montant de tous les frais qu'il a dû faire pour sa guérison (pharmacie, hôpital, clinique, transports, pansements, nourriture spéciale, membre artificiel, cure, bains, etc.)

S'il y a mort, les frais funéraires sont à la charge de l'employeur ou de l'assurance. Et ce sont les ayants-droit qui reçoivent l'indemnité.

Le droit à l'indemnité, les fonds en provenant, sont soustraits à toute saisie, arrêts ou séquestre, et ne peuvent être distraits par une mise en faillite de l'ayant-droit.

Pour le calcul de l'indemnité, il faut tenir compte non seulement du salaire, mais de ce que l'ouvrier recevait en nature : pension, logement, « goûters », bois dans les scieries, etc.

Au bout d'un an, à partir du jour de l'accident, l'ouvrier ne peut plus rien réclamer. La prescription n'est interrompue que par l'ouverture d'une action judiciaire et par la poursuite. En cas de contestation, toujours attaquer l'employeur (patron, entrepreneur général, chef de l'exploitation maîtresse) et non pas l'assurance ou un tâcheron.

L'ouvrier ne doit jamais payer plus de la moitié de la prime d'assurance. Cela n'est pas légal. Les ouvriers qui participent au paiement des primes d'assurance ont droit à l'indemnité pour tous les accidents, sur le travail et hors le travail, et pour toutes les maladies. Que celui qui a été victime d'un accident conserve les noms et adresses exactes des témoins. Ceci est d'une importance souvent capitale.

Les travailleurs ne doivent pas croire que seuls les **accidents** avec lésions corporelles tombent sous le coup de la loi concernant la responsabilité civile. Quantité d'autres affections, sans traumatisme violent, rentrent dans le cas d'assurance. Ce sont les **maladies professionnelles** engendrées par l'emploi ou la production de diverses essences toxiques. En exécution de l'article 5, lettre *d* de la loi sur le travail dans les fabriques, le Conseil fédéral a même précisé, dans son arrêté du 19 décembre 1887, ces substances de la manière suivante :

1. Plomb et combinaisons (céruse, minium, litharge, etc.) et alliages (métal d'imprimerie, etc.)
2. Mercure et combinaisons.
3. Arsenic et combinaisons.
4. Phosphore jaune.
5. Gaz irrespirables : acide sulfureux, acide hypoazoteux, acide azoteux et vapeurs d'acide azotique, acide chlorhydrique, chlore, brome, iode, etc.
6. Gaz vénéneux : acide sulfhydrique, sulfure de carbone, oxyde de carbone, acide carbonique.
7. Cyanogène et combinaisons.
8. Benzine.
9. Aniline.
10. Nitro-glycérine.
11. Virus de la variole, de la morve et du charbon.

D'après cet article de la législation fédérale, les plâtriers-peintres qui souffrent de coliques de plomb (saturnisme), les ouvriers des fabriques de soude et autres produits chimiques, comme à Monthey, qui ont des suffocations, des accès de toux, des hémoptisies à la suite de manipulations de chlore, etc., les teinturiers qui sont empoisonnés par les couleurs d'aniline, les appareilleurs qui ont des faiblesses, des troubles d'estomac, de la diarrhée, pour avoir employé habituellement de la benzine, et d'autres travailleurs encore, doivent réclamer le bénéfice de l'assurance. Ils y ont le droit le plus strict. Le chômage nécessaire au rétablissement de la santé doit être payé jusqu'au dernier centime, de même que les frais de pharmacien et de médecin.

CONSEILS AUX DOMESTIQUES

Il existe dans le Code fédéral des obligations un article 341 qui dit ceci :

« Celui qui a engagé ses services à long terme ne perd pas ses droits à la rénumération alors qu'il est empêché de s'acquitter de son obligation pendant un temps relativement court et sans sa faute, pour cause de maladie, de service militaire ou tel autre cas analogue.

« Lorsque celui qui a engagé ses services vit dans le ménage de son maître et qu'il contracte sans sa faute une maladie passagère, le maître doit lui procurer à ses propres frais les soins et les secours nécessaires. »

D'après cela, il ressort que les camarades ayant un contrat doivent réclamer à leur patron les journées qu'ils ont dû manquer à cause d'une inspection militaire, ou d'une angine, ou d'une migraine. En outre, et surtout, les servantes, cuisinières, femmes de chambre, doivent exiger un traitement convenable, et sans bourse délier, en même temps que leur salaire intégral, lorsqu'elles tombent malades en place. La plupart des patronnes cherchent à se débarrasser de leurs domestiques dès que celles-ci sont minées par la maladie ou obligées de s'aliter. Cette façon de procéder, scandaleuse, tombe sous le coup du Code. Il est bon que les exploitées le sachent et qu'elles aient le verbe haut lorsqu'on veut les renvoyer à la maison ou leur diminuer les gages à cause d'une grippe, d'une bronchite, d'une érysipèle, d'une pneumonie, d'un panari, attrapé chez madame.

Si une simple réclamation ne suffit pas, faire intervenir le syndicat, ou à défaut, l'Union ouvrière en s'adressant à son comité.

Quant à la durée du louage de services, lorsqu'il s'agit d'ouvriers ou de domestiques, et qu'il n'existe ni convention, ni usages locaux contraires, les deux premières semaines sont considérées comme un temps d'essai, en ce sens que, pendant la durée de ce délai ou à son expiration, chacune des parties peut résilier le contrat moyennant un simple avertissement de trois jours au moins. Après ce temps d'essai, l'usage local exige ordinairement, de part et d'autre, un avertissement de deux semaines.

CONSEILS AUX LOCATAIRES

Il est bien difficile, en notre société capitaliste, de pouvoir sauvegarder les droits des locataires ; ceux-ci n'étant pas propriétaires, n'ont guère que des obligations. La propriété seule confère des droits. Ainsi est l'égalité démocratique, et cela ne changera qu'avec la suppression de la propriété.

Quoi qu'il en soit, le bailleur (propriétaire) doit néanmoins livrer et maintenir l'objet loué en bon état. Le jour de l'entrée, le preneur

(locataire) dressera prudemment par écrit et fera constater l'état des lieux; on mentionnera exactement les détériorations partielles existant, éraflures à la tapisserie, vitres fendues, planchers abimés, portes dévernies, etc.

Si la chose est délivrée dans un état tel qu'elle soit impropre à l'usage pour lequel elle a été louée ou que cet usage en soit notablement amoindri, le preneur a droit de se départir du contrat. Lorsque la détérioration se produit pendant la durée du bail, sans la faute du preneur, il peut exiger une réduction proportionnelle du loyer et même se départir du contrat si la chose louée n'est pas remise en état dans un délai convenable. Si le bailleur est en faute, le preneur a droit, en outre, à des dommages-intérêts (article 277 du Code fédéral des obligations).

Les grosses réparations sont à la charge du bailleur.

Les détériorations résultant de l'usure naturelle sont admises.

Le locataire a le droit de sous-louer tout ou partie de la chose louée, pourvu qu'il n'en résulte de ce fait aucun changement préjudiciable au bailleur.

Le bail d'un appartement conclu sans durée déterminée peut être résilié pour le plus prochain terme fixé par l'usage local (24 mars, 24 juin, 24 septembre, 24 décembre, pour Lausanne) et, à défaut d'usage local, pour la fin d'un terme de six mois, moyennant avertissement préalable de trois mois. Pour une chambre, pour la fin du terme mensuel, avec avertissement de deux semaines à l'avance.

Si aucun terme n'a été fixé dans le bail pour le paiement du loyer, celui-ci est payable à la fin de chaque semestre lorsque le bail a été fait expressément ou tacitement pour un ou plusieurs semestres; à la fin de chaque mois lorsque la location est faite pour une plus courte durée, et au plus tard à l'expiration du temps pour lequel le bail a été fait.

Lorsque, durant le bail, le locataire est en retard pour le paiement d'un terme échu, le propriétaire doit lui donner un délai d'au moins trente jours si le bail est d'un semestre ou plus, et un délai de six jours si le bail est de moindre durée. Prendre garde que le bailleur peut demander des dommages-intérêts pour les termes non payés, ou retenir des meubles en garantie. Pour éviter la vente des biens saisis, le locataire poursuivi a droit à un sursis de trois mois, en payant immédiatement le quart de sa dette, et à condition qu'il verse chaque mois le même montant. Cette disposition n'entrave pas pourtant la résiliation du bail, pas plus que le droit de rétention du propriétaire sur les biens saisis. On le voit : c'est le règne de Monsieur Vautour.

Tout propriétaire ou patron de chambre est tenu de faire désinfecter, avant location, le ou les locaux occupés auparavant par un phtisique ou par des malades atteints de variole, typhus, diphtérie, croup, scarlatine, coqueluche. Toujours exiger ces mesures de désinfection, surtout dans les quartiers pauvres où les cas de tuberculose pulmonaire sont fréquents et où les logis ne sont que trop des nids à maladie.

De préférence, que les ouvriers évitent l'obscurité et l'humidité, et choisissent toujours des appartements bien clairs, bien aérés, bien spacieux, où le soleil entre à flots. Il est vrai que ce n'est que par l'expropriation qu'ils arriveront à ce premier droit à l'aisance.

Soins à donner aux malades en cas d'urgence

1° En face de n'importe quel cas, ne pas perdre la tête, rester calme.

2° Utiliser ce qu'on a sous la main, ne pas compliquer le traitement.

3° Etre excessivement propre, avoir les mains propres, prendre de l'eau propre, des linges propres.

Blessures. — S'il y a fort écoulement de sang, comprimer le membre en l'attachant très fortement au-dessus de la plaie. Laver la blessure avec de l'eau propre, cuite si l'on en a, abondamment, sans toucher la blessure avec les doigts. Enfin mettre sur la plaie un linge ou mouchoir propre, si possible trempé pendant quelques minutes dans de l'eau cuite et refroidie. Serrer légèrement par-dessus un linge sec ou bande de gaze.

Entorse, contusion. — Compresses d'eau froide ou d'eau de Goulard. Repos.

Déboîtement, luxation. — Repos complet jusqu'à l'arrivée du médecin.

Fracture d'os. — Toujours soutenir le membre cassé. S'il y a plaie, procéder comme ci-dessus. Ne jamais transporter le malade sans immobiliser tout le membre, avec parapluie, canne, cartons, règles, planches, cheneau, bien rembourrés et matelassés avec coton ou linges.

Piqûre d'insecte. — Frotter la place avec esprit de vin, eau de savon, ou mieux avec alcali volatil (ammoniaque) ou solution de formaline, puis appliquer des compresses imbibées du même liquide. Les cataplasmes faits avec des feuilles de plaintain vont bien aussi.

Morsure. — Si possible faire saigner la plaie ; compresses d'eau cuite ; baigner le membre blessé dans eau de savon propre ou dans une solution de lysol (une cuillerée à café par litre d'eau). Pansement propre.

Brulûre. — Saupoudrer avec talc ou enduire d'huile, de vaseline, ou mieux, de liniment oléo-calcaire. Pansement pour éviter contact de l'air avec région brûlée.

Congélation. — La peau est blanche, rigide, insensible. Eviter chaleur d'un fourneau ou eau chaude. Frictionner partie congelée (ou le corps si la congélation est générale) méthodiquement et toujours plus fort, avec de la neige ou linge rude. Pansement épais.

Saignement de nez. — Dégager le cou, tête haute. Rafraîchir nez et nuque par compresses d'eau froide. Serrer narines avec les doigts ; aspirer eau vinaigrée froide. Tamponner le nez avec de la ouate.

Hémorrhagies utérines. — Le repos absolu, à plat. Compresses d'eau froide sur le bas-ventre. Médecin.

Empoisonnement. — Chatouiller le fond de la gorge avec le doigt pour vomir. Donner à boire de l'eau tiède, ou beaucoup d'eau chaude avec un peu de sel de cuisine ou d'huile. On peut également pulvériser du charbon, en mettre dans de l'eau et boire ce mélange par cuillères à soupe. Appeler un médecin.

Evanouissement. — Position horizontale, sans coussin. Dégrafer les habits (cou et poitrine). Eau froide sur la figure.

Insolation. — Repos à l'ombre. Ouvrir col de la chemise, dénouer la cravate. Compresses froides sur la tête, frictions de la poitrine avec linges mouillés froids. Donner à boire.

Asphyxie. — Transporter le sinistré à l'air frais, le mettre à plat. Dégrafer vêtements jusqu'à la ceinture. Frictionner le corps (poitrine) avec linges secs. Ouvrir la bouche, empoigner la langue avec mouchoir et la tirer en dehors, puis la remettre dans la bouche, rythmiquement, vingt fois par minute. Faire appel au médecin.

Submersion, électrocution. — Mettre le patient à plat, dégrafer les habits, opérer comme pour asphyxie. Couvrir le corps pour qu'il se réchauffe.

Attaque d'apoplexie. — Repos dans la position assise, tête haute. Sinapisme, cataplasme sur la poitrine. Appeler un médecin.

Attaque d'épilepsie. — Poser le patient à plat, sur le dos, par terre. Délacer les habits. Veiller à ce que le malade ne se blesse pas. Laisser passer la crise.

Corps étrangers. — Dans les yeux : ne pas frotter, tâcher d'extraire le corps étranger avec coin d'un mouchoir. Compresses froides.

Dans l'oreille : ne jamais y aller avec un instrument quelconque. Seringuer avec eau tiède (s'en abstenir si l'on a affaire à un haricot, pois ou lentille).

Dans le nez : pas d'instrument. Chatouiller l'autre narine, priser du tabac ou du poivre pour éternuer.

Dans la gorge : avaler mie de pain, pommes de terre bouillies.

UN CONSEIL

Le nombre est immense, parmi les gens du populaire, de ceux qui sont atteints de tuberculose pulmonaire. Rien qu'en Suisse il meurt chaque année 6000 phtisiques, dont 5000 prolétaires. Or la bronchite tuberculeuse, si elle trouve son terrain de culture dans les privations, si la misère physiologique est la grande pourvoyeuse de la mort, cette bronchite débute presque toujours par un rhume vulgaire, que l'on néglige, qui se répète, qui s'aggrave, qui s'étend. Souvent aussi la tuberculose dérive d'une bronchite simple — toux légère — à laquelle on ne prend pas garde et qui se prolonge des semaines et des mois.

Ne négligeons jamais ni rhume ni bronchite, si peu important que ce soit. On évitera ainsi bien des accidents très graves.

LA GRÈVE GÉNÉRALE

En notre époque troublée, où l'occasion peut se présenter d'une situation révolutionnaire, le monde des travailleurs doit envisager avec netteté la lutte décisive à mener. Au cours de ces quarante dernières années, et avec des hauts et des bas inévitables, le nombre des conflits économiques a sans cesse augmenté. Les préoccupations sociales sont devenues du domaine commun. Des grèves importantes ont atteint toutes les professions. Des tentatives de généralisation de grèves se sont même esquissées en Allemagne, comme en Suisse allemande. Des essais de grève générale ont surgi successivement un peu partout, à Paris, à Barcelone, à Trieste, à Moscou, à Milan, à Genève, à Buenos-Aires. Tout cela indique une tendance naturelle à la grève générale — vraiment générale. Il n'est aucune théorie qui puisse faire fi de cette réalité. Et ce spectacle de la révolution en marche ne peut que nous réconforter très fortement.

Cependant il serait déplorable de devenir des fatalistes. Une tendance peut être rompue. Un mouvement s'arrête parfois. Et la grève générale, qui semble appelée à devenir une nécessité historique, pourrait encore sous l'effort de tous les réactionnaires improductifs, être singulièrement retardée ou compromise. Ne laissons donc pas mourir la propagande pour la grève générale. Au contraire, plus les événements nous donnent raison, plus les sympathies de la masse nous sont acquises, et plus aussi nous devons redoubler de confiance dans l'action, et d'énergie, et d'audace.

La grève générale dépend autant de la mentalité ouvrière que des circonstances. Et si les vexations patronales, les expéditions guerrières des gouvernants, les manœuvres des accapareurs capitalistes provoquent parfois la révolte populaire, celle-ci ne dépasse les limites d'une colère momentanée ou toute corporative que si l'esprit de solidarité de la classe productrice existe, vivifié par l'enthousiasme que fait naître une grande idée. D'où la nécessité de parler sans cesse de la bataille sans trêve ni merci qu'il faut livrer à la bourgeoisie, d'où l'urgence de faire tourner toute notre propagande autour de l'idée de grève générale expropriatrice. Voilà l'aboutissant naturel de toute l'agitation des ateliers et des groupes. C'est là un programme maximum qu'il serait lâche de notre part

d'oublier un seul instant, d'amoindrir quand que ce soit. C'est là le but de tous nos efforts, de toutes nos révoltes individuelles et collectives. Les prolétaires doivent s'accoutumer à cette pensée qu'ils ont une œuvre grave, redoutable et sublime à accomplir : la grève générale.

Les raisons en sont multiples.

Tout d'abord, il importe que les producteurs cessent de travailler pour le compte des autres et qu'ils ne travaillent finalement que pour eux-mêmes, pour eux et leur famille, pour eux et les leurs, les camarades d'autres métiers. Il est insensé, lorsqu'on a édifié des maisons, confectionné des habits, préparé des aliments, de se les laisser prendre sans protester, sans regimber, sans se révolter. C'est un manque de confiance en soi-même que de supporter le parasitisme capitaliste, la plus-value patronale, le joug de l'Etat. Et les plus tristes conséquences en découlent. C'est donc sur le terrain du travail qu'il s'agit de redresser les situations, parce que c'est là que la vie humaine est assurée, c'est là qu'elle se passe pour les travailleurs. On ne saurait logiquement, efficacement placer la lutte émancipatrice ailleurs. Ce n'est pas en fabriquant des lois que les relations entre bourgeois et prolétaires peuvent être modifiées. Ce n'est pas en commençant par s'écarter du foyer de l'activité humaine, utile et belle, qu'on pourra transformer ces foyers vitaux. C'est en luttant sur le terrain de l'usine, de l'atelier, du chantier, du champ. C'est en flanquant hors du lieu de travail toute la classe des non-producteurs. Ainsi, légiférer sur les relations économiques dans un parlement quelconque nous apparaît comme une besogne d'individus qui veulent se tirer des pieds ou nous tromper, de parasites. C'est en faisant passer la gestion de la production des mains des capitalistes aux mains des travailleurs que seulement peut se régénérer la société et se fonder une civilisation nouvelle et saine. Pour conquérir l'atelier et le chantier, et leur gestion, — et comme conséquence directe, le pain lui-même — ce n'est pas aux philosophes, littérateurs, avocats, députés, législateurs, fonctionnaires, secrétaires, qu'on pourra s'adresser ; ces gens-là, le voudraient-ils sincèrement, seraient d'une impuissance absolue à s'emparer du moindre marteau, du plus petit lopin de terre, du dernier laboratoire, car ils ne sont point en contact avec le marteau, la terre, le laboratoire. Seuls les travailleurs de l'usine ou des champs ont cette puissance-là. Et c'est à nous, anarchistes-syndicalistes, à leur donner conscience de cette puissance formidable. Quand on est réellement révolutionnaire on ne peut être qu'un partisan convaincu de la grève générale, précisément en raison du caractère très net et unique qu'elle a, d'une *rupture complète entre les capitalistes et les producteurs.*

L'idée de grève générale est d'ailleurs facilement comprise par les prolétaires qui sentent immédiatement que concertés, coalisés, sur le terrain économique, ils deviendront invulnérables si la solidarité de classe est assez forte. La bourgeoisie improductive, ne vivant que par le labeur des travailleurs, s'écroulera dès que ces travailleurs ne travailleront plus pour elle ; et alors si elle veut vivre, et si on lui en laisse la faculté, de parasite elle doit devenir productrice. Quand on s'arrête en masse de turbiner pour le compte des autres, on sent sa nécessité sociale, sa force, et de là vient la grande valeur éducative des grèves, même de celles qui paraissent n'avoir entraîné que de l'insuccès.

Sans doute qu'une grève générale des bras croisés ne serait qu'une attitude très insuffisante, sans lendemain d'ailleurs. Car la bourgeoisie a son buffet garni, elle a des réserves et peut attendre un certain temps, tandis que les prolétaires n'ont rien ou presque rien devant eux. La faim tenaille vite. Il s'agit ainsi d'envisager toujours la grève générale comme une reprise de possession des magasins, usines, ateliers, chantiers, champs, greniers, en même temps qu'une expropriation des maisons confortables, des grands hôtels hygiéniques, des édifices publics, des dépôts d'habits et d'aliments. Il serait trompeur de notre part de ne pas penser aux pires éventualités et de présenter la grève générale comme un événement sans violence. C'est pour avoir négligé par trop ce côté pratique de la guerre sociale que le prolétariat, après tant d'efforts d'émancipation, est encore dépossédé de tout. La liberté ne s'accroît qu'autant qu'on possède davantage. Tout progrès ne se manifeste que par une expropriation, que par le passage d'un intérêt particulier au bien-être de tous, que par la transformation d'une propriété privée en possession commune. Et cette transformation ne se fera pas sans une résistance féroce de la part des privilégiés. Il s'agira d'être armé contre eux, et bien armé encore. Une forte propagande antimilitariste est dès lors indispensable. Ainsi, bien loin de regarder les actes de violence prolétarienne comme des manifestations de grossièreté et de brutalité — selon l'inepte morale chrétienne et démocratique — nous devons plutôt les considérer comme des preuves de dignité, de sacrifice et souvent d'héroïsme nécessaires. Nos pères se battaient pour les entités métaphysiques auxquelles ils croyaient, à Dieu, à la Patrie. Nous n'y croyons plus, nous, mais nous croyons au droit des travailleurs de jouir du bien-être et de la liberté, parce que créateurs de toute la richesse collective. Et ce droit là, nous le défendrons vaillamment. La lutte de classe est une renaissance de tout ce qu'il y a de dévouement et de puissance dans le peuple.

Que nous arrivions donc, coûte que coûte, à priver les parasites

bourgeois du pain, des tramways, du gaz, des confections, de la viande, des fiacres, du charbon, des services de relation. En notre société basée sur le jeu de l'argent, les relations urbaines, interurbaines, internationales, sont de toute nécessité. Et les boursicotiers qui mènent le monde sont dans le plus grand désarroi dès que les postes et télégraphes, dès que les chemins de fer et les navires commerciaux ne marchent plus. Il y aura là un sérieux effort à donner, et si les postiers et si les cheminots ne veulent pas s'en charger — pourquoi d'ailleurs ne rallieraient-ils pas les autres grévistes si les événements s'y prêtent, et puisque leur intérêt de s'émanciper de la tutelle des bureaucrates est certain — si les travailleurs des services de relation, souvent un peu timorés, n'osent marcher, ne peut-on pas très facilement arrêter le trafic des banquiers et des commerçants quand même ?

Un immense avantage de la grève générale comme moyen de lutte, c'est qu'elle dissémine les forces de réaction. Par le fait même que la lutte sévit un peu partout, par atelier, par quartier, les soutiens du capitalisme se trouvent éparpillés, morcelés, décentralisés. L'essentiel est justement de bien se pénétrer de ce principe de décentralisation : lutter là où l'on travaille, là où l'on vit. La grève générale pour réussir doit être partout. Elle se propagera, comme l'expérience de tous les jours nous le laisse entrevoir, en tache d'huile, du simple au composé, c'est-à-dire de l'atelier au syndicat, du syndicat à l'union locale de syndicats, puis à la fédération régionale, des syndiqués à l'agglomération générale des travailleurs. Par ce soulèvement, aussi rapide que possible, sans décret ni ordre d'aucun comité, la troupe, sous-minée par l'antimilitarisme, corollaire de la propagande pour la grève générale, se trouvera en mauvaise situation. On devra s'efforcer de faire faire crosse en l'air à un certain nombre de bataillons. Ce serait un appoint précieux. Puis on ne verra plus, comme dans le temps, 10,000 insurgés aux prises avec 30,000 soldats; mais on verra dans telle ville 20,000 ouvriers contre 5000 soldats, dans une autre 5000 ouvriers contre 1500 soldats, etc. La grève générale sera le bouleversement de la société. Ce sera la prise de possession de la mine par les mineurs, de l'usine par les métallurgistes, de la ferme par les métayers, de l'atelier par les travailleurs, la grande révolution en un mot. Il ne suffira point alors aux autorités de s'en prendre à une tête, à quelques chefs, comme autrefois, lors des conspirations politiques, à un comité central qui mène tout. Non, le gouvernement aura une besogne un peu plus difficile à entreprendre; et puisque chaque groupe, chaque salarié même prend une part propre au mouvement, puisque chaque gréviste est devenu un combattant, un militant, c'est à toute la masse des grévistes qu'il

faudra s'adresser : ou les satisfaire tous, ou les arrêter les uns après les autres. Il n'y aura qu'à céder, si la méthode est suffisamment appliquée, si le peuple s'en imprègne, se passionne et se joint aux fédéralistes révolutionnaires.

C'est ainsi que les producteurs trouveront en eux-mêmes la force de changer la société. La grève générale est le refus des salariés de travailler pour procurer la jouissance aux non producteurs ; c'est l'organisation de la révolte ouvrière, l'effort conscient de transformation sociale sur une vaste échelle ; c'est le terme logique et nécessaire de l'action du prolétariat contemporain, l'amplification, la synthèse des luttes ouvrières. Et par-dessus tout, la grève générale expropriatrice prépare un fédéralisme économique remplaçant la centralisation bourgeoise. Grâce à elle, et selon l'intuition géniale de Proudhon, *l'atelier fera disparaître le gouvernement.*

Jean WINTSCH.

Ici et là

Saboteurs.

De plus en plus la gestion de la production par les capitalistes devient alarmante. C'est au point, ainsi que le déclare le professeur Brouardel, qu'un nouveau chapitre de pathologie doit s'ouvrir, afin que la science puisse porter secours à toutes les personnes intoxiquées par les aliments falsifiés, vendus par le commerce honnête.

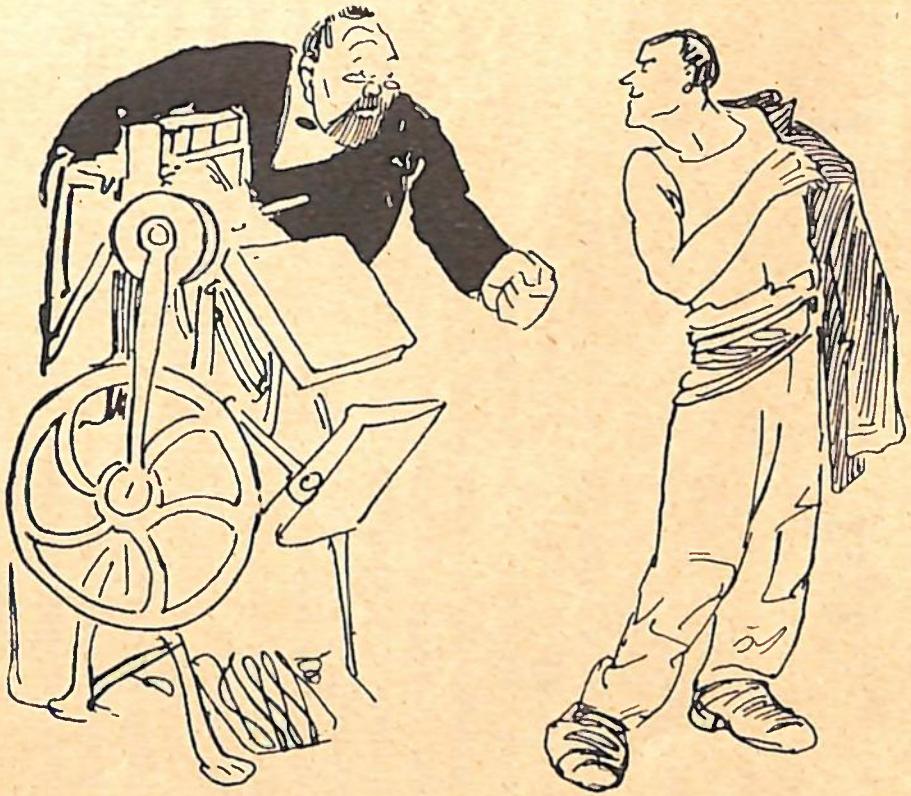
On peut dire, par exemple pour le lait, que le noble geste du laitier écrémant et baptisant son lait, est le geste presque d'un bienfaiteur, s'il emploie de l'eau propre, car s'il vole, il n'empoisonne personne.

Inutile encore de mentionner le lait fait avec de la cervelle de veau, du sérum de sang, des émulsions de chènevis et autres graines oléagineuses, de l'amidon, de la dextrine, de la gomme adragante, de la colle de poisson. Il y a beaucoup mieux.

Des industriels savent que certains déchets d'usines, les tourteaux, les pulpes, les mélasses, les drêches, font augmenter la sécrétion du lait chez les vaches qui s'en nourrissent.

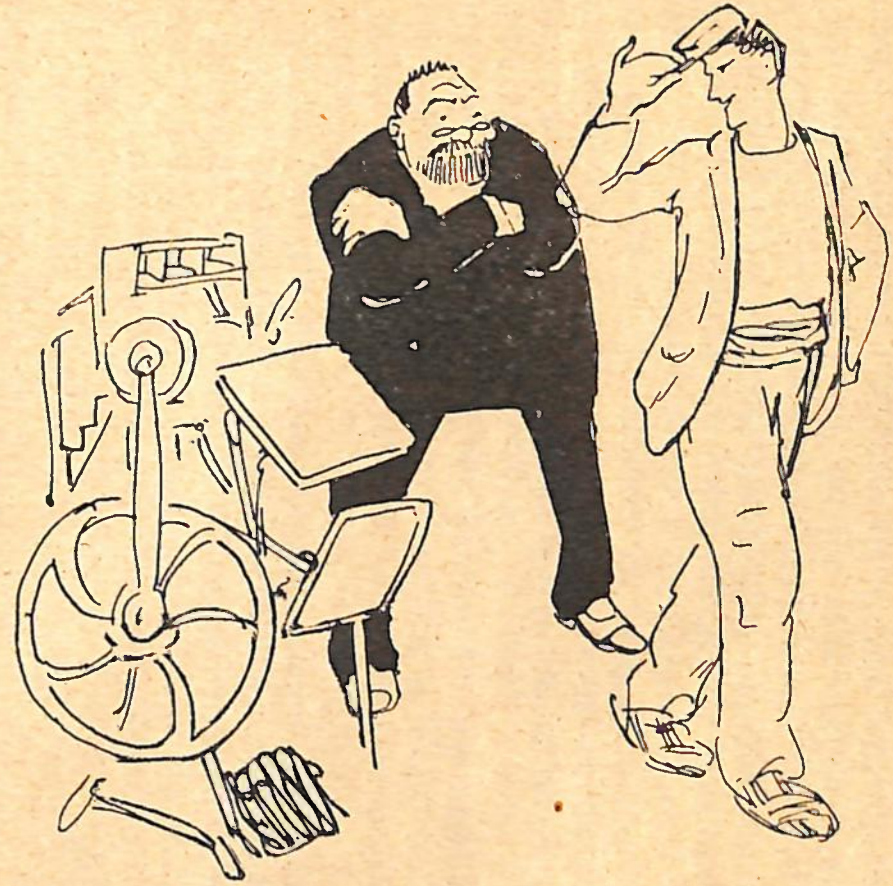
Une vache nourrie à l'herbe, au foin, traitée d'une manière naturelle, donne cinq à huit litres de lait par jour. Avec la nourri-

Vers la grève générale



LE PATRON. — *Comment, vous vous en allez ! Et ma machine ?*

L'OUVRIER. — *Fais-la marcher toi-même.*



LE PATRON. — *Alors, je ferme.*

L'OUVRIER. — *Et après ?... On mettra sur la boîte : « Fédération syndicale » et on continuera sans toi et pour le compte de tous les copains.*

ture artificielle que lui distribuent les distilleries, brasseries, huileries, la même vache donne vingt et trente litres de lait par jour. On aura soin de la mettre dans une étable obscure d'où on ne la sortira plus. Sans doute, qu'avec ce " régime industriel „ la pauvre bête attrapera de l'entérite et de l'eczéma; ses jambes enfleront et ses os se ramolliront. Assurément que le lait de cette vache ne contiendra ni borax, ni eau de baptême. Le contrôleur patenté en sera donc satisfait.

Mais par contre on y trouvera des acides, de l'acide acétique entre autres, des alcools de toutes sortes, des éthers, des essences de toutes espèces. Ça flanquera la diarrhée aux nourrissons, et c'est là justement qu'il faudra chercher l'une des causes de leur énorme mortalité. Nous pourrons lire ainsi que telle famille s'est empoisonnée avec des choux à la crème et que tel gosse ou gosseline est mort... pour avoir bu du lait, ah! oui, du bien bon lait.

Qu'importe, n'est-ce pas, pour la bourgeoisie. Les affaires sont les affaires.

Il n'y a que ces bandits d'ouvriers pour saboter un meuble ou une cheminée. Les capitalistes, eux, ne sabotent pas — sauf la santé de leurs contemporains. Un cheveu, un souffle, un rien.

Canaille dorée.

Les grandes catins, non contentes d'encombrer de leur personne, de leur chien, de leur valetaille, de leurs parfums, de leurs nippes, de leurs épingles à chapeau, de leurs caquetages les magasins de nouveautés, les autos, les boulevards, les restaurants, les hôtels, les théâtres et les promenades, prétendent encore faire de la littérature, donner des leçons d'hygiène, régenter les mœurs. De plus en plus les journaux contiennent des chroniques de cette clique de parasites effarants.

Tenez, voici Mme C... qui a décrit en soixante-cinq articles, dans un quotidien américain, l'art d'être belle et surtout l'art de conserver sa beauté. Voulez-vous un échantillon de ce désœuvrement ?

" Si l'on me demandait quels sont les mois les plus favorables à la beauté féminine, je répondrais que ce sont les deux premiers mois d'été. Que faut-il pour réparer les dommages causés par l'hiver ? Faire du footing, le matin, quand il pleut. Pour cela, il convient d'avoir un *costume d'orage* (?), avec lequel on peut braver les intempéries. Ce costume doit être chaud, naturellement, et afin de se garder des rhumatismes, il convient de porter des bas de laine et des gants de peau épaisse qui protégeront les poignets. Pas de voilette ! Pas de parapluie ! Et au pas accéléré... Point de flâneries devant les boutiques. Le *shopping* (!) n'est pas de saison.

" Après avoir fait quatre, cinq, six, sept, huit kilomètres sous l'eau, rentrez à la maison, déshabillez-vous dans un tub rempli d'eau chaude... Une friction vigoureuse, pour provoquer une réaction. Puis rhabillez-vous chaudement.

" Si les cheveux ont été mouillés pendant votre promenade, épongez-les avec une serviette, et frottez le cuir chevelu avec la pointe de vos doigts. Si vous êtes à la campagne pendant votre course, laissez flotter vos cheveux sur vos épaules. Au cas où votre maison ne posséderait pas de citerne, recueillez de l'eau de pluie dans des seaux et mettez-la en bouteilles. Rien de meilleur pour laver sa figure. Quant au cold-cream, il en faut très peu, car l'humidité de l'air le remplace. „

Non, croyez-vous que les mondaines, à force de fainéanter, ne sont pas timbrées? Ah! quel coup de balai, mes amis, il faudra donner, le grand soir, pour nettoyer une pareille pourriture! S'agira pas d'y aller de main morte. Le shopping ne sera pas de saison.

Ce qu'en pensent deux bons bourgeois.

Pour nous, homme de bourse et gredin, c'est tout un. Mais il est amusant de savoir ce qu'en pensent deux parfaits pédants de la bourgeoisie. Voici ce qu'on lit dans le livre sur les *Délits politiques*, de Lombroso et Laschi :

" Le mépris ne s'attache pas toujours au crime ni à la peine. On méprise la femme adultère ; on admire presque l'homme qui se trouve dans le même cas. Les escroqueries des banquiers puissants s'appellent " de beaux coups „.

On ne saurait mieux dire.

Nos nobles ancêtres.

On compte en Suisse nombre de bonnes gens ravies de descendre de ces foudres de guerre qui, jadis, — il n'y a pas encore si longtemps, — se vendaient pour quelques sous à tel ou tel roi qui les employait ensuite à rosser ses ennemis ou à se faire rosser par eux. Notre ineffable monument national, notre lion crevant de Lucerne, en rappelle le glorieux souvenir.

Dans un bon historien bourgeois, Louis Vulliemin, nous trouvons les lignes suivantes qui caractérisent aussi cette époque de mercantilité et de honte :

" Louis XIV, ayant besoin de troupes et d'alliés, fit un traité avec les cantons suisses, traité par lequel il avait le droit d'y faire des levées d'hommes.

" Les trente-six députés suisses qui vinrent à Paris, à cette occasion, signèrent ce traité et jurèrent obéissance, le 18 novembre 1663.

" On chargea les Suisses de quadruples chaînes d'or, et Waser, chef de l'ambassade, d'une chaîne plus pesante encore, qui faisait six fois le tour de ses larges épaules; on leur remit à chacun 1200 livres pour leurs frais de voyage, et tous reprirent comme il leur plut le chemin de la Suisse. „

Et pour prix de cette rançon, les patriotiques édiles suisses faisaient partir leurs pauvres diables de concitoyens pour les divers abattoirs d'Europe. Les gouvernants ont décidément toujours été les mêmes filous et les mêmes criminels.

Un mot d'actualité.

Voyez ces champs de bataille, où des imbéciles ont étendu sur la terre d'autres imbéciles par le moyen d'une expérience de physique que fit autrefois un moine. Regardez ces bras, ces jambes, ces cervelles sanglantes, et tous ces membres épars; c'est le fruit d'une querelle entre deux ministres ignorants, dont ni l'un ni l'autre n'auraient pu dire un mot devant Newton, devant Locke, devant Halley...

Vous croyez que c'est au moins un syndicaliste, un rouge, un anarchiste, un antimilitariste qui peut tenir ces propos, dignes d'être frappés de toutes les rigueurs de Croquemitaine-la-Loi. Détrompez-vous. Ceci fut écrit il y a un siècle et demi, par Voltaire, dans un article intitulé : *Du mal de l'animal appelé homme.*

Les beautés électorales.

Pendant qu'on en est à discuter les divers systèmes d'élections, cherchant celui qui serait le plus capable, sans doute, de ramener au scrutin l'électeur qui se désintéresse par trop, il n'est peut-être pas trop tard pour suggérer à nos gouvernants le joli procédé, — un peu compliqué par exemple, — dont on se servait au XVI^e^ et au XVII^e^ siècle, pour élire les magistrats municipaux de la commune de Sommières, dans le département du Gard.

Cette élection, telle que Guizot nous l'a conservée dans son *Histoire de la civilisation en France,* est tout un poème :

" La ville de Sommières était divisée en quatre quartiers, suivant les corps de métiers. Elle avait quatre magistrats supérieurs et seize conseillers municipaux, dont les fonctions duraient un an; au bout d'un an, ces quatre magistrats supérieurs et leurs seize conseillers choisissaient eux-mêmes dans les quatre quartiers de la ville, douze notables; en tout, trente-deux. Ces douze notables

ainsi choisis par les magistrats de l'année précédente, on faisait entrer douze enfants, tirant douze boules de cire d'une urne; dans quatre de ces boules, il y avait la lettre E (*Electus*). L'enfant qui avait tiré la boule désignait un notable de l'autre main. Et ainsi se trouvaient ingénieusement et superbement élus les quatre magistrats supérieurs de la commune. „

On pourrait peut-être faire revivre ce système. Et ça donnerait plus de probabilité de l'honnêteté des élus que le captage des voix par le système dit „ suffrage universel ", que celui-ci soit ou non majoritaire, proportionnel, circulaire, tangeant ou giratoire !

Un grand révolutionnaire.

Beethoven, le génial compositeur qui restera éternellement comme le créateur d'une musique sublime, au-dessus de laquelle il n'y a plus que le ciel, était de son temps un révolutionnaire convaincu. Il était " partisan de la liberté illimitée „, dit de lui le chevalier de Seyfried. Chaud républicain, il se brouilla à peu près complètement avec Gœthe à cause de cela.

Les deux auteurs se promenaient à Tœplitz (Bohême), en 1812, et ils rencontrèrent en rentrant la famille impériale. " Nous la vîmes venir de loin, écrit lui-même Beethoven. Gœthe se détacha de mon bras pour se ranger sur le côté de la route. J'eus beau lui dire tout ce que je voulus, je ne pus lui faire faire un pas de plus. J'enfonçai alors mon chapeau sur ma tête, je boutonnai ma redingote, et je jouai des coudes au milieu des groupes les plus épais. Pour mon divertissement, je vis la procession défiler devant Gœthe. Il se tenait sur le bord de la route, profondément courbé, son chapeau à la main. Je lui ai lavé la tête après, je ne lui ai fait grâce de rien... „

Beethoven avait le plus parfait mépris des monarques que Gœthe, le conseiller aulique du grand duc de Weimar, trouvait nécessaire de flagorner. Cet homme, aussi grand dans sa vie morale que dans l'art musical, attaquait hardiment les préjugés et les vices de son gouvernement. Il lui reprochait entre autres choses : l'organisation de la justice, arbitraire et servile, entravée par une affreuse procédure; la police qui outrepassait constamment ses attributions, déjà bien inquiétantes; la bureaucratie baroque et inerte qui tuait toute initiative individuelle et paralysait l'action; les privilèges d'une aristocratie dégénérée, tenace à émarger à toutes les places de l'Etat; l'impuissance des souverains à pourvoir au bien-être des citoyens.

Beethoven s'exprimait toujours librement, même en public. C'est

un réconfort pour nous de trouver précisément parmi les hommes qui ont le plus honoré l'humanité, des révolutionnaires sans peur et sans reproche.

Les rentes des travailleurs.

Ce n'est pas d'aujourd'hui seulement qu'on sait que le métier, le plus souvent, tue celui qu'il a la prétention de faire vivre.

Le docteur Ramazzini, au XVIII[e] siècle, écrivait dans un livre sur *les Maladies des artisans :*

" Nous sommes forcés de convenir que plusieurs métiers deviennent une source de maux pour ceux qui les exercent, et que les malheureux artisans, trouvant les maladies les plus graves où ils espéraient puiser le soutien de leur vie et celle de leur famille, meurent en maudissant leur ingrate profession. „

Les Parasites.

Ayant fait le vœu de supprimer toutes les places inutiles, le ministre manda dans son cabinet les jeunes surnuméraires et les questionna :

— Que faites-vous ici et quelles sont vos fonctions ?

Les jeunes surnuméraires répondirent :

— Nous n'en avons pas encore puisque nous sommes surnuméraires, mais nous attendons qu'il y ait des places libres afin de les occuper. Aussi l'Etat ne nous donne-t-il que douze cents francs par an.

— C'est encore trop, dit le ministre. Quand il y aura des places libres, je vous appellerai. Ce n'est pas la peine de vous donner de l'argent, en attendant qu'il y en ait.

Et il supprima les surnuméraires.

Alors ce fut le tour des employés à qui il adressa la même question.

— Nous faisons, répondirent-ils, tout ce dont nous chargent nos supérieurs hiérarchiques.

— Et de quoi vous chargent-ils ? interrogea le ministre.

— De rien.

Et le ministre supprima les employés.

Après eux vinrent les sous-chefs de bureau.

— Notre besogne, répliquèrent-ils, est des plus délicates. C'est nous qui centralisons le travail fait par les employés.

— Mais, objecta le ministre, comme les employés ne font aucun travail et que je viens de les supprimer, vous n'avez plus vous-mêmes aucune raison d'être..

Et il supprima également les sous-chefs de bureau.

Les fonctions de chef de bureau et de chef de division ne résistèrent pas davantage à un examen approfondi. Le ministre les supprima comme il avait supprimé les autres.

L'huissier du ministère entra.

— Et vous, au fait, à quoi servez-vous ? demanda Son Excellence.

— A quoi je sers ? fit l'huissier surpris de cette étrange question ; mais à introduire les visiteurs chez les employés, les sous-chefs et les chefs de bureau.

— Il n'y a plus ni chefs de bureau, ni employés. Vous ne servez donc plus à rien.

Et il supprima les huissiers.

Après avoir accompli ces mémorables réformes, le ministre, qui était le seul homme consciencieux de son époque, se demanda à quoi il servait lui-même. Il réfléchit quelques instants puis fronça les sourcils et, prenant une plume, envoya sa démission au Président de la République.

Et il n'y eut pas une miche de pain de moins dans le pays.

PLUSD'HUN.

Comment l'homme créa Dieu

Une bonne était sortie avec les enfants de son maître. Elle avait charge de les bien garder. Mais les enfants étaient désobéissants et couraient loin d'elle, de sorte que sa surveillance était en défaut et ses soins inutiles.

Alors elle créa de rien un chien noir, lequel mordrait tout enfant qui s'éloignerait. Et les enfants eurent peur de ce chien, ils devinrent très obéissants et restèrent à côté de la bonne. Celle-ci contempla le chien qu'elle venait de créer et le trouva fort propice.

Mais les enfants devinrent fous de terreur, à cause de ce chien.

Et ils sont restés fous jusqu'à ce jour.

Multatuli.

Si les peuples comprenaient cela, s'ils faisaient justice eux-mêmes des pouvoirs meurtriers, s'ils refusaient de se laisser tuer sans raison, s'ils se servaient de leurs armes contre ceux qui les leur ont données pour massacrer, ce jour-là la guerre serait morte.

GUY DE MAUPASSANT.

AU CIRQUE NATIONAL

Le magot à corset.

Le magot à grosses fesses.

Si mes soldats commençaient à penser, aucun d'eux ne resterait dans les rangs.

FRÉDÉRIC II.

— Tu as vu un chien de fermier aboyer contre un mendiant, et la créature s'enfuir devant le roquet ? Eh bien ! tu as contemplé la grande image de l'autorité : un chien qui est obéi quand il est en fonctions.

SHAKESPEARE.

Les lois écrites sont comme les toiles d'araignée ; les petits s'y prennent, les gros passent à travers.

ANACHARSIS.

Une face de la question agraire en Valais

On a pu, à l'occasion des expositions de Sion et Lausanne, dans les fêtes de tirs, de musique et autres grandes foires, entendre ressasser sur tous les tons que nous marchons à grands pas dans la voie du progrès; aucun politicien qui se respecte ne saurait terminer sa harangue à ses braves électeurs sans faire miroiter à leurs yeux les progrès réalisés et ceux qu'il y a encore à accomplir dans tel ou tel domaine. Toujours et partout : Progrès.

Mais, de quel progrès peut-il donc bien s'agir ? car, depuis le temps que nous en entendons parler, toujours nous voyons que le faible est opprimé par le fort, le pauvre par le riche, le serviteur par le maître. La misère ? elle change parfois de domicile mais ne diminue pas. Serait-ce la situation du campagnard qui s'améliore ?

Examinons-la à la lumière des documents officiels, car, dans nulle autre sphère de l'activité nationale l'on n'a parlé avec autant d'insistance des progrès accomplis.

Le 21 avril 1911, le recensement fédéral du bétail a eu lieu et les chiffres qui en sont sortis sont trop intéressants, trop suggestifs pour qu'on les laisse sombrer dans l'oubli.

La première constatation qui vous frappe, c'est la diminution presque générale du bétail en Suisse. En effet, à part 8,351 spécimens de l'espèce chevaline (sur un total de 144,723) et de 20,283 porcs (sur 269,253), tout le reste est en diminution. Ainsi, dans la famille des bœufs il y a une diminution de 54,773 bêtes; parmi les moutons, presque autant, 50,270; chez les chèvres, il n'y a pas moins de 22,120 têtes de moins, tandis qu'au sujet des abeilles 18,621 ruches manquent à l'appel. Et cette énorme différence n'est constatée que dans l'espace de cinq années, alors que la population s'est accrue passablement, ce qui devrait entraîner logiquement une augmentation correspondante de bétail.

Mais, là ne s'arrêtent pas nos constatations. Nous voyons, par exemple, qu'en 1906 il y avait en Valais (nous ne possédons pas les détails pour les autres cantons) 16,884 propriétaires de bétail bovin, alors qu'en 1911 il n'y en a plus que 16,036, ce qui fait 848 cultivateurs rejettés dans le prolétariat en l'espace de cinq ans; à moins qu'ils ne se soient retirés des affaires après fortune faite (!)

ce qui est peu probable. Parmi les possesseurs de petit bétail, c'est encore pire : il y en a 1,064, sur 17,743, qui ont dû abandonner les „ traditions ancestrales ".

Et si l'on soutient que le campagnard court à la faillite, malgré un travail quelquefois acharné, malgré le jeûne et les privations, se trouvera-t-il quelqu'un qui prétende que l'on exagère ? Voici encore un document pour convaincre les plus optimistes :

Nous sommes toujours en Valais, et ici comme ailleurs, lorsque le paysan a besoin d'un peu d'argent il va à la banque pour en obtenir. Le banquier veut bien lui en donner, moyennant certaines conditions ; il devra, par exemple, trouver des cautions solvables et donner en hypothèque une maison ou un champ représentant trois ou quatre fois la somme dont il a besoin. Messieurs les financiers, qui sont en même temps d'excellents patriotes, se contentent d'une minuscule commission qui va jusqu'au 6 et 6 ½ % ; et ainsi, sans en avoir l'air, et surtout sans en avoir le souci, ils deviennent les véritables propriétaires du pays, tout en frustrant légalement l'agriculteur qui les nourrit.

En voici la preuve :

En 1905, la dette hypothécaire s'élevait à 63,711,745 fr. Dès lors, cette somme n'a cessé de croître — ce qu'elle faisait déjà auparavant — et d'année en année elle augmente de 5 millions environ, pour arriver en 1910 à 93,997,881 fr. Si cette progression devait continuer, dans vingt ans d'ici les capitalistes seraient propriétaires de tout le pays.

Quel sera le remède à apporter à un mal aussi profond ? Devra-t-on s'adresser à nos honorables députés pour qu'ils nous fassent une bonne loi réduisant l'intérêt de moitié ? faut-il attendre toute autre mesure, aussi vaine qu'illusoire ? Tous ceux qui ont vu l'Etat à l'œuvre et qui ont voulu en tirer un enseignement savent que tout ce qu'il fait est mal fait, ou tout au moins que c'est avec une dépense hors de proportion avec l'avantage qu'on a à en attendre. Témoin ce fait typique relevé par un avocat à la séance du Grand Conseil valaisan le 16 mai 1910 :

„ Le vol d'une paire de pelles et de pioches a coûté à l'Etat de 300 à 400 fr. de frais de justice ; le vol d'une paire de souliers a coûté de 500 à 600 fr. de frais ". C'est pour rien vraiment.

Non, il n'y a qu'un seul remède à une situation pareille : Travailleurs des champs et travailleurs de l'usine, donnons-nous la main et renversons le moloch capitaliste ; il a les pieds d'argile et ne se tient debout que par notre inertie. Alors chacun mangera à la sueur de son front, et alors aussi on pourra parler de progrès.

F. Mutti.

Statistiques comparées officielles

(En haut : classe bourgeoise. En bas : classe ouvrière)

POUR LES GOSSES

Chaque année, quand reviennent les longues soirées pluvieuses, la même question se pose : „ Qu'allons-nous faire de nos gosses ? " Les laisser rôder tard dans l'humidité ne serait évidemment pas le plan ; aussi, sans désirer aucunement les enlever à leur milieu naturel, repoussant au contraire l'idée de les enclaquemurer dans un institut quelconque, loin de la vie grouillante de la rue, chacun m'accordera qu'il leur vaudrait mieux de rester un peu à la maison. Oui, mais pour les y attirer et, une fois rentrés, pour les empêcher de se chicaner, nous devrons bien nous résigner malgré nos pauvres moyens à leur procurer quelques jouets. Parmi ceux qui, peut-être, égayèrent notre enfance, lesquels pouvons-nous garder ? Je réponds en peu de mots : tous ceux qui stimulent l'énergie, la recherche, le goût artistique, développent les doigts, les yeux, ceux qui poussent à la réflexion tout en délassant. Et je me hâte de citer le jeu de constructions, petits blocs de pierre ou de bois simulant les pierres de taille et qui se prêtent à mille combinaisons ; les jeux de l'oie, des voyages, les ménageries qui, par leurs représentations ou grâce aux calculs qu'ils nécessitent sont bien de quelque utilité.

Mentionnons aussi le loto de Pithagore qui consiste d'une part en un carré divisé en 9 rangées de 9 casiers carrés blancs, d'autre part en un sac contenant 81 carrés en carton, de même taille que les casiers, sur lesquels sont inscrits les numéros de la table de multiplication. On tire au hasard ces numéros et on les pose à leur place, sur les casiers blancs. C'est à celui qui aura le plus vite rempli la table de multiplication. Un autre jeu, que parents et enfants peuvent très bien confectionner eux-mêmes, c'est le „ quaterne " ; il suffit de dessiner sur des cartes de même grandeur quatre animaux, quatre plantes, etc., ou même inscrire simplement le nom de quatre villes, rappeler quatre événements importants ; une fois les cartes mélangées et distribuées, se les demander mutuellement pour reformer les familles de quatre à son profit. Une demande non couronnée de succès passe parole à celui qui n'a pu fournir l'objet requis. C'est un jeu convenant plutôt aux nombreuses familles et qu'il faut prendre soin de renouveler. J'en passe, et des bons, pour recommander aux camarades de proscrire rigoureuse-

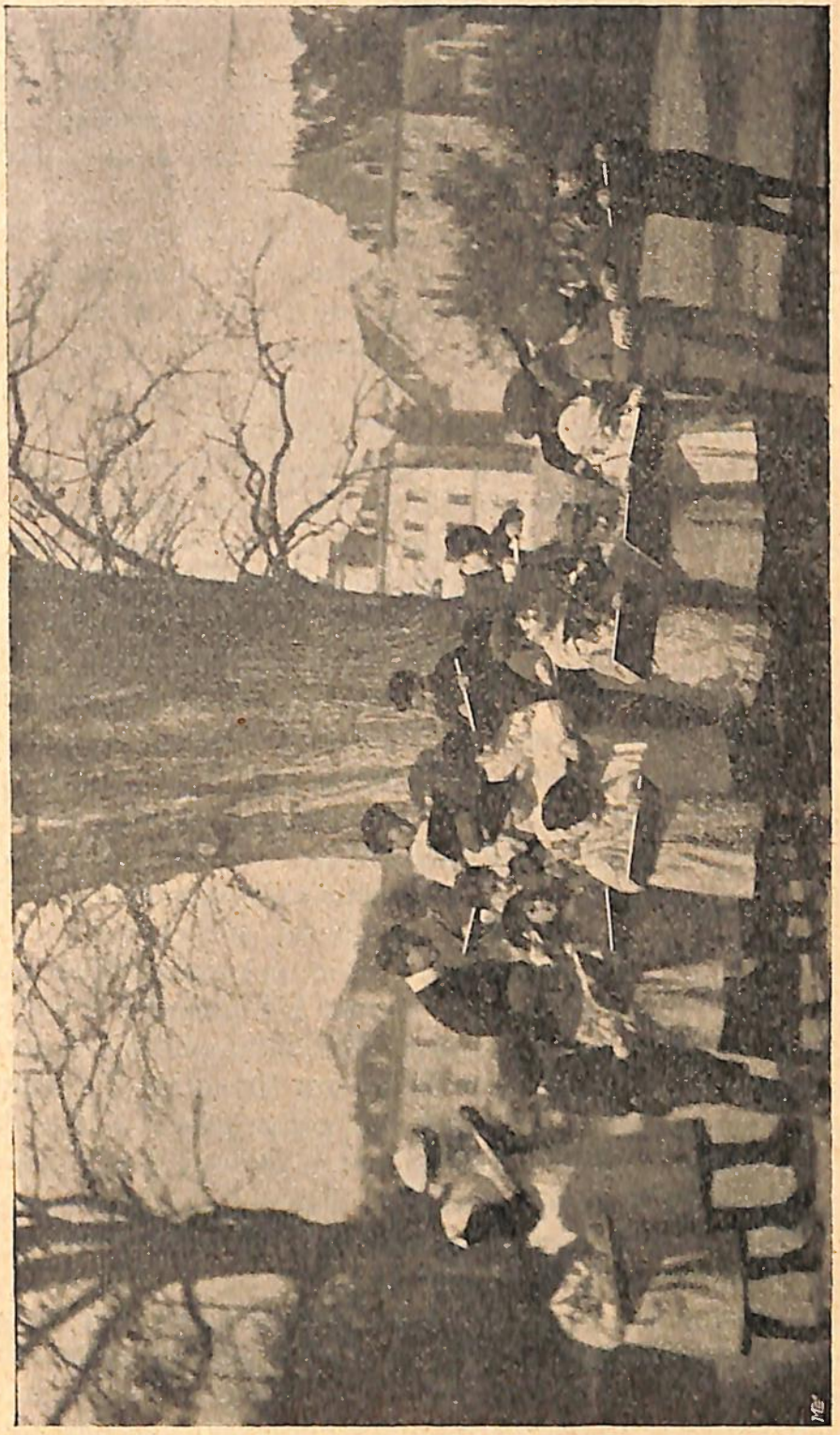
ment tous les jeux dangereux, inutiles ou par trop bruyants. Si rien n'attendrit et ne fait tant de bien que de regarder des enfants s'amusant gentiment entre eux, on se sent instinctivement le cœur serré de voir de pauvres innocents aligner des files de soldats de plomb, braquer contre ces files de minuscules canons et faire ainsi, dès l'âge le plus tendre, l'apprentissage de la guerre, se familiariser avec l'idée du meurtre irréfléchi. Si les mirlitons, les timbales, les trompettes et les tambours sont moins dangereux, ils ne servent qu'à développer la gloriole et nos nerfs en supporteront douloureusement l'affreux vacarme.

Mais mon intention était surtout de vous parler des jeux vraiment utiles, de ceux que nous employons à l'Ecole Ferrer de Lausanne et qui ont naturellement leur place aussi à la maison.

Je procéderai par ordre d'âge et on s'étonnera peut-être de me voir proposer des jeux très sérieux pour les tout petits. Essayez seulement et vous serez heureusement étonnés de les voir s'y mettre de bon cœur.

Donnez à votre enfant de 4 ou 5 ans des jetons, des haricots, même de simples bouts de carton taillés aux ciseaux, ou encore des allumettes sans préparation inflammable, et dites-lui de prendre une allumette, un jeton, un haricot, ou un morceau de carton, puis un jeton plus un jeton, une allumette plus une allumette, et ainsi de suite, toujours un objet de plus. A chaque réunion nouvelle faites-lui faire un dessin avec 2, puis 3, 4, 5, etc. objets de même nature ; l'enfant y prendra goût et, peu après, vous pourrez lui indiquer le nombre de jetons, par exemple, qu'il y a dans un dessin ; ensuite, prenant 10 allumettes, en faire un petit tas et lui dire qu'il a devant lui une dizaine d'allumettes, ou bien, mêlant un dessin de 5 objets avec un autre de 2 objets, le faire compter combien ça fait d'objets en tout. Continuant de même, l'enfant à peine dirigé se fera *par lui-même* une représentation, puis une idée des quatre règles ; il apprendra ce qui est une, puis deux, puis trois dizaines et se familiarisera vite à calculer n'importe qnoi et comment jusqu'à 100.

C'est avec des enfants du même âge qu'il faut commencer déjà à collectionner toutes sortes d'images. Les catalogues de modes, les journaux illustrés, les cartes postales, les réclames seront mis sérieusement à contribution. Votre bambin se fera une vraie joie de découper ces vues à larges coups de ciseaux, puis à suivre exactement et scrupuleusement les contours, et vous pourrez même lui apprendre à coller (un peu de colle à l'amidon est si vite faite) sur carton ou dans un cahier spécial. Voilà une collection qui vous coûtera peu et remplacera les jeux de substantifs que nous avons à l'école. A l'occasion, l'enfant séparera les images qu'il connaît d'avec les autres ; on les lui fera décrire, classer par séries natu-



Une leçon à l'Ecole Ferrer

relles, dessiner. Achetez un carton de couleurs de quelques sous, avec un petit pinceau, et l'enfant fera du lavis, apprendra à suivre les lignes exactement, à doser les coloris, à développer l'habileté de ses doigts et ses facultés artistiques. Une boîte de crayons noirs et de couleurs, un peu de matériel de dessin sera d'une utilité incontestable, tous les travailleurs devant savoir dessiner. Et quel plaisir il y a à crayonner, rappelons-le nous.

Trois petits cercles de fer ou de laiton (boucles à rideaux) de 1, 2 et 4 centimètres de diamètre constituent un nouveau jeu, qui coûte moins de cinq centimes. Il s'agit de trouver les 34 positions différentes et respectives de ces 3 cercles, selon qu'ils sont séparés, tangeants, sécants, tangeants internes ou concentriques. Et on fait dessiner. Il faut toujours tout dessiner, c'est important.

De petites boîtes ayant entre elles une différence de 10 ou 20 grammes et formant échelle composent le jeu des poids. Pour contrôler si l'échelle des poids, augmentant et descendant graduellement, a été bien reconstituée, il faut avoir marqué les boîtes d'un signe secret ou simplement vérifier à la balance — quand il y en a une dans le ménage. Ah ! la balance, surtout celle à deux plateaux, quel outil inépuisable de joie et de science pour des gamins ! Ceux-ci peuvent s'amuser des heures avec une balance, et sans s'en rendre compte ils opèrent pratiquement addition, soustraction, multiplication, division. Le système décimal leur entre dans la tête en jouant. Toutes sortes de jeux, vivants, petites images de la réalité, peuvent s'élaborer ainsi. A la rigueur essayons d'en construire une.

Chacun a chez soi un mètre pliant ou un centimètre de couturière. Nous nous en servons constamment à l'Ecole Ferrer et avec succès. Les enfants adorent mesurer. Eh bien, qu'ils mesurent la table, la chambre, le corridor, qu'ils fassent le calcul des contours d'un meuble, de la surface, du cube de l'appartement. Qu'ils dessinent ce qu'ils ont mesuré, exactement à la règle, en grandeur naturelle pour les boîtes, à l'échelle du dixième, du douzième pour les plus vastes choses. Que les enfants se mesurent entre eux, qu'ils prennent leur envergure, le pourtour du thorax, de la tête. Qu'ils voyent combien il y a de centimètres dans le mètre, de millimètres aussi, qu'ils disent combien telle longueur compte exactement en centimètres ou millimètres. Ils se familiarisent ainsi avec un instrument dont l'emploi est universel et acquièrent des notions d'arithmétique certaines.

Il y a bien une montre ou pendule dans chaque famille. Qu'on compte les minutes dans le cadran, puis dans le demi, dans le quart de cadran, combien il y a de secondes dans tant d'heures, etc.

Tous les enfants ont des billes. Apprenons-leur à combiner de

jolis arrangements avec ces billes, des rosaces, puis des figures symétriques, soit en surface, en carré, en triangle, en hexagone, en octogone, soit en volume, des pyramides carrées, triangulaires, hexagonales, octogonales ; qu'ils comptent combien il y a de billes dans chaque figure ainsi obtenue. Ils seront tout étonnés de trouver des nombres très fixes, obéissant à certaines lois, les nombres figurés, qui nous introduisent en jouant dans les mathématiques. Pour faire tenir les billes, on peut employer une base en plastelline, sorte de terre glaise très pratique qu'on trouve chez les droguistes.

Disons quelques mots du modelage. La plastelline se laisse manipuler merveilleusement, sans sécher, sans salir et sans être froide, comme l'argile mouillée. Je ne saurais trop recommander aux parents d'en acheter pour quelques sous (200 grammes environ) à leurs enfants. Ils feront à leur guise des petits bonshommes, des animaux, des chars ; puis on leur demandera de modeler des choses simples, une boule, un cylindre, une fleur, un pot, une tête, un objet usuel. Et c'est à travers une belle série de joies que vos enfants acquerront de nouveau une certaine dextérité des doigts, un meilleur coup d'œil, en même temps que la recherche personnelle se développera.

Les enfants à la maison seront également poussés à comparer des objets entre eux, au point de vue de la grandeur, du volume, du poids, de la couleur. Qu'est-ce que la „ jugeotte " dont on a tant besoin dans la vie sinon le résultat de comparaisons multiples ? On pourra s'amuser à sucrer plus ou moins une série de gouttes d'eau et on devra indiquer la solution la plus concentrée en goûtant, les yeux fermés. On devra dire si un arbre vu dans le lointain est plus gros qu'un autre, si Pierre est plus haut que Jeanne et de combien, si les diverses étoffes rencontrées dans le logis sont en laine, en coton ou en fil, qui dans une conversation entre cinq ou six personnes a prononcé tel ou tel mot. Il faudra découvrir un objet peu visible parmi beaucoup d'autres ; rechercher un objet dans l'obscurité, ce qui fera rire aux larmes ; on pourra faire des triages de laines, d'images ; c'est à celui qui trouvera le plus vite. On s'amusera à se compter le pouls en appliquant l'index un peu au-dessus du poignet, du côté du pouce, et en regardant la montre pendant une minute ; on comparera le pouls des grandes personnes à celui des enfants ; on fera quelques mouvements et on comptera de nouveau. On fera dire combien de respirations telle personne fait pendant une, deux, cinq minutes, etc., etc.

Bientôt vous verrez les enfants, petits et grands, mesurant, comparant, calculant, dessinant à qui mieux mieux, peignant, modelant, fabriquant des jouets eux-mêmes, découpant des carrés et s'en servant pour faire pliages et découpages.

Ça n'ira pas tout seul; mais si de bonne heure vous les avez formés à réfléchir, ils se tireront d'affaire eux-mêmes et s'aideront les uns les autres. Le moindre brimborion entre les mains d'un aîné éclairé peut devenir matière à quelque utile et agréable distraction.

Et si cette éducation rénovée nous donnait un peu de peine, et nous demandait une demi-heure par jour, si même nous volions quelques soirées au cabaret ou à quelque inutile parlotte, nous n'aurons rien à regretter.

Ce n'est pas avec des trompettes, des mirlitons et des soldats de plomb que nous préparerons les nouvelles générations aux événements graves qui les attendent. C'est en leur apprenant de bonne heure à voir clair, à comparer, à arranger, à calculer. Nos petits peuvent le faire en jouant.

Aidons-les ! et nous serons paisiblement révolutionnaires, par là où nous devrions toujours commencer... au sein de notre famille.

Th. MATTHEY,
Instituteur à l'Ecole Ferrer.

La Machine

Je viens de m'éveiller
Et je suis déjà fatiguée.
Ce matin, la nature est gaie,
Mais il faut aller travailler,
Et douze heures, sans sourciller,
Le dos courbé sur la machine...
Oh ! que j'ai mal dans la poitrine !

Me voici dans mon coin,
Je manque d'air, j'y vois à peine.
Dire qu'il fait beau dans la plaine !
Ici, le soleil n'entre point.
J'en aurais pourtant bien besoin
Pour m'égayer à la machine...
Oh ! que j'ai mal dans la poitrine !

On sonne le dîner.
Je n'ai pas faim, je suis trop lasse.
Voilà deux ans que rien ne passe,
Et, j'aurais beau me tisaner,
Ça ne fera que couviner;
A chaque tour de la machine...
Oh ! que j'ai mal dans la poitrine !

C'est beau d'avoir vingt ans
Quand on est bien folle et bien fraîche !
Moi, dans ce coin, je me dessèche.
J'avais des couleurs dans le temps,
Elles ont pris la clef des champs,
Elles n'aimaient pas la machine...
Oh ! que j'ai mal dans la poitrine !

Ah ! je n'y vois plus clair.
Mais la besogne est terminée.
Comme c'est long une journée !
Comme le pain qu'on gagne est cher !
Vite, courons prendre un peu d'air,
Bien loin, bien loin de la machine...
Oh ! que j'ai mal dans la poitrine ;

Que doit-il advenir
De cette toux qui m'a meurtrie ?
Ah ! j'aimais pourtant bien la vie !
Minuit, je ne peux pas dormir,
Ou, si je dors, c'est pour gémir
Ou pour rêver de la machine...
Oh ! que j'ai mal dans la poitrine !

J.-B. Clément.

La charité est une distraction du riche, un genre de sport pour les femmes du monde, et un si bon placement pour les pieuses actionnaires du ciel !

Lucien Descaves.

Il n'est pas une réforme religieuse, politique ou sociale, que nos pères n'aient été forcés de conquérir de siècle en siècle, au prix de leur sang, par l'insurrection.

Eugène Sue.

Les sales cocos de la justice

On écrirait un livre douloureux rien qu'avec les paroles infâmes prononcées dans les antres de la justice. Et je parle ici non seulement de ces réquisitoires, forcément sans pitié, d'un sinistre représentant du ministère public, dont le triste gagne-pain consiste à demander des têtes pour assurer le pain à son compère le bourreau ou à son comparse le géôlier. Je parle aussi de ceux qui, présidents de tribunaux, juges, jury, devraient vis-à-vis de l'inculpé jouer un rôle paternel. Magistrature debout et magistrature assise s'entendent à merveille pour accabler le malheureux qui tombe entre leurs griffes. Et trop souvent l'avocat lui-même, le soi-disant défenseur, qui n'est autre, lui aussi, qu'un infâme salarié payé pour mentir, abandonne l'accusé pauvre ou même l'accablera.

Tout ceci est tellement vrai que, lorsqu'une fois la justice a frappé, elle ne peut plus se résigner à lâcher sa victime. C'est pour cette raison que les grâces sont si difficiles à obtenir. Lorsqu'en 1688 le fameux Oates, escroc fanatique anglais, réclama la revision de son procès à la Chambre des lords : „ Il n'y a qu'une manière, dit le lord président, dont je puisse consentir à intervenir ou à renverser la sentence prononcée contre ce drôle. Il a été fouetté d'Adgate à Tyburn. Qu'il le soit de Tyburn à Adgate (1)."

La triste commission des grâces nommée pour accueillir les pourvois après les jugements rendus par les conseils de guerre, à la suite des événements révolutionnaires de 1871, laissa froidement fusiller des hommes comme Rossel et Crémieux, dont tout le monde vantait la modération et pour lesquels l'Europe entière demandait grâce. Sur 9600 condamnations, il y eut 6500 recours, dont un tiers à peine furent accueillis : 310 grâces, 286 réductions de peines, et 1295 commutations.

Il y avait ici des motifs de haine politique. Souvent, c'est la simple indifférence de bourgeois repus qu'on dérange dans leurs petites habitudes. Que peut bien faire vraiment, à tel ou tel ignoble Duparc ou Dupont ou Durant, qu'un innocent gémisse dans un cachot ou qu'une malheureuse femme attende „ justice " pour empêcher ses petits de périr de faim ? Au mois d'août 1907, on lisait ceci dans le *Journal de Genève* : „ Une fois de plus, la commission de grâce n'a pas pu délibérer valablement, les membres présents à la séance de samedi dernier n'ayant pas formé le quo-

(1) Th. Macaulay : *Histoire du règne du Guillaume III.*

rum nécessaire. Six députés étaient absents, dont trois non excusés. Voici donc deux fois de suite que les recours de certains condamnés ne peuvent être tranchés (2) ".

La même jolie histoire s'est renouvelée cette année, messieurs les députés se prélassant dans quelque agréable séjour de montagne, aux frais de leurs imbéciles d'électeurs, pendant que les condamnés étouffaient en prison.

Et les jurés, ces douze ridicules bourgeois, dans leur outrecuidante fatuité, s'arrogeant le droit de juger leurs semblables, croyant remplir un mandat d'honneur, et se livrant à une malpropre besogne; il faut les voir à l'œuvre, eux aussi, plus dangereux et plus malfaisants encore que la magistrature debout. Sans parler même des erreurs épouvantables qu'on leur doit, que d'inconséquences idiotes ne peut-on inscrire à leur actif.

Dans une affaire d'incendie et tentative d'incendie, commise par un nommé Zahler à Oron (Vaud), en 1908, le jury, par six voix contre trois, déclara Louis Zahler „ coupable de tentative d'incendie "; puis, par six voix contre trois également, elle le déclara „ non coupable de l'incendie de sa maison " qui avait suivi immédiatement cette tentative. De telle sorte que Zahler, convaincu d'avoir mis le feu à sa demeure, fut condamné pour ce fait à trois années de prison et à dix années de privation de ses glorieux droits civiques, mais que, d'autre part, non coupable de l'incendie qui dévora cette même demeure de fond en comble, il en put toucher l'indemnité prévue par l'assurance (3).

Le 27 janvier 1909, le nommé Bouchon, accusé de l'assassinat d'une femme, fut acquitté, grâce à une étrange erreur, les jurés de Saint-Michel ayant interverti l'ordre des réponses, et dit „ non " à la question de culpabilité, et „ oui " à celle de la préméditation, ce qni fait que Bouchon était „ innocent avec préméditation ". Ce vice de forme peu banal entraîna un verdict d'acquittement (4). C'est fort heureux pour l'accusé, et je l'en félicite; mais c'est fort grotesque aussi pour le jury et pour la justice.

On cite en Angleterre une anecdote symbolique : celle de l'homme ayant volé „ deux moutons " et qui fut acquitté, parce que le vol „ d'un mouton " était seul punissable (5).

Ici, c'est la stupidité de la jurisprudence qui est en cause, l'ineptie de la loi. Dans ce domaine aussi, on n'en finirait pas.

Le sérieux des délibérations, par exemple... Ah! oui, parlons-en! Le 26 juin 1908, le jury de Saint-Omer, statuant sur „ la bande

(2) *Le Réveil*, Genève, 13 août 1907.
(3) *La Tribune de Genève*, août 1908.
(4) *Le Journal*, Paris, 27 janvier 1909.
(5) Jean Cruet : *La vie du droit et l'impuissance des lois*.

Pollet ", eut à répondre à 998 questions. Il les expédia en quatre heures et vingt-cinq minutes. Le verdict, il est vrai, fut affirmatif sur toutes les questions, ce qui simplifiait les choses en supprimant toute discussion. Mais, tout de même, 4 heures 25 minutes, cela ne fait que 265 minutes ou 15,960 secondes. Le nombre des questions (998) devant être multiplié par celui des 12 juges, répondant chacun à l'appel, cela fait 11,976 réponses (11,976 „ oui „), soit une seconde et trois dixièmes par réponse, en admettant que tout cela marche comme un feu roulant. En réalité, on n'aurait pas même le temps de lire, de formuler et d'exposer clairement les 998 questions, pour l'énoncé de chacune desquelles on n'aurait eu qu'un quart de minute... Et songez que la guillotine était au bout de cette sinistre farce ! Ces misérables trouvèrent moyen, en répondant en 4 heures 25 minutes à 998 questions, d'expédier 4 condamnations à mort et 17 condamnations diverses, montant ensemble à 107 années de prison, 35 années de réclusion et 20 années de travaux forcés.

Si nous passons à ceux qui s'intitulent „ les défenseurs ", nous ne rencontrons que trop souvent une coupable lâcheté.

Sous la Restauration, les frères Faucher, à Bordeaux, ne purent trouver un avocat qui consentît à les défendre. Traduits pour délit politique devant un conseil de guerre, ils y allaient de leur tête. Néanmoins, l'avocat Ravez, un de leurs amis, n'osa prendre la parole pour les défendre. Enfin, la nièce des deux inculpés parvint à leur trouver un avocat, nommé Emérigion. Celui-ci, en commençant sa plaidoirie, crut devoir implorer grâce pour la hardiesse dont il faisait preuve : „ Nous ne pouvons croire, gémit-il, que notre conduite, que notre pénible dévouement soient critiqués ou blâmés par aucun de ceux dont nous sommes jaloux de conserver l'estime. " On ne saurait imaginer aplatissement plus complet.

Aux débats du procès de Pianori, qui, le 29 avril 1855, avait, sans l'atteindre, tiré un coup de pistolet contre Napoléon III, un membre du conseil des avocats, Benoît Champy, avait été nommé d'office pour la défense. „ Tout le monde s'attendait à une plaidoirie chaleureuse... Quel ne fut pas l'étonnement, — en écoutant le défenseur qui, oubliant son rôle, vint en aide à l'accusation et transforma sa plaidoirie en réquisitoire contre son client (6) ".

Le scandale fut si grand qu'il fallut bien exclure le prétendu défenseur du conseil de l'Ordre, à l'époque de son renouvellement. C'est-à-dire que, de son propre chef, Benoît Champy ne se représenta pas aux suffrages de ses collègues. Il savait, du reste, ce qui l'attendait : la croix d'officier de la Légion d'honneur et la présidence du Tribunal de première instance de la Seine le dédommagèrent amplement de ce léger contretemps.

(6) Taxile Delord : *Histoire du Second Empire.*

Après la Commune, le 4e conseil de guerre, présidé par le colonel Boisdenemetz, eut à juger les femmes Rétiffe, Suétens, Marchais, Papavoine et Bocquin, accusées d'avoir incendié le palais de la Légion d'honneur. L'accusation ne tenait pas debout. Cinq défenseurs furent nommés d'office. A l'ouverture des débats, le 1er septembre 1871, trois de ces misérables firent savoir qu'ils „ faisaient l'ouverture de la chasse". Rétiffe, Suétens et Marchais furent défendues par un maréchal des logis et par un jeune lieutenant. Elles furent condamnées à mort, tandis que leurs avocats indignes canardaient des lapins.

. . . . . .

Je n'en suis qu'aux avocats, et déjà j'ai noirci trop de papier. A l'année prochaine donc mes petits souvenirs consacrés à messieurs les procureurs et les présidents. Ce sera non moins suggestif, croyez-le bien.

S.

Pourquoi je suis révolutionnaire ?

... Une chose pourrait m'arrêter, une seule : mon intérêt. Or, il se trouve que je n'ai rien à perdre et tout à gagner. Quoique je fasse, je ne puis m'appauvrir. Quand même je ne m'enrichirais pas d'un sou, j'aurais toujours le plaisir de la vengeance et de la destruction. Tu ne le comptes pas pour rien, je pense ?

Louis Veuillot (*L'Esclave Vindex*).

Il faut que la mère de famille inculque de bonne heure à l'enfant cette idée que les armes, un sabre, un fusil, un canon sont des instruments que nous devons regarder du même œil que nous considérons les instruments de torture employés il y a quelques siècles. Et quand on ne verra plus de badauds assister aux revues militaires ; quand, au lieu de l'admiration du titre et de l'épaulette, vous aurez habitué l'enfant à redire : un uniforme est une livrée et toute livrée est ignominieuse, celle du prêtre et celle du soldat, celle du magistrat et celle du laquais, alors vous aurez fait faire un pas à l'opinion.

Ferdinand Buisson (1860).

Qu'est-ce que la justice sans l'égalité des fortunes ? Une balance à faux poids.

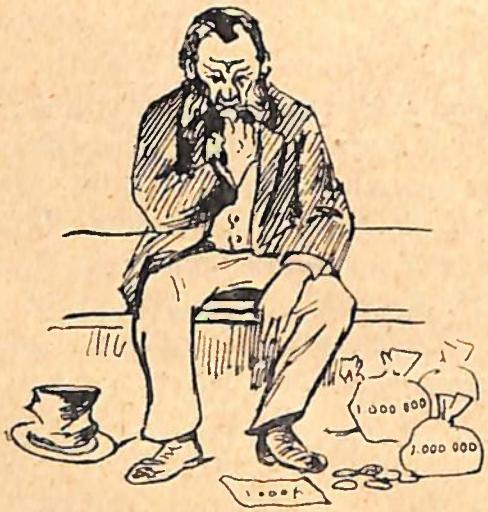
Proudhon.

AUJOURD'HUI

C'est pas à turbiner qu'il a gagné sa graisse, Mossieu le baron de Krach.

Pauvre peinard ! Plus il trime, moins il bouffe. Dame, faut qu'il gave le capitaliste.

DEMAIN



Finie la rigolade ! Monsieur le capitaliste est en purée. Bouffe ton or et tes billets, cochon, t'en feras pas épais !

Le veinard, il mange à sa faim maintenant. Mais aussi les travailleurs ont repris la gestion de la production.

L'argent n'a pas d'odeur

Dans chaque pays, dans chaque ville même, on trouve un journal à allure populaire dont la fonction est d'exploiter l'ignorance du public et d'exalter contre monnaie courante ce qu'il y a de plus mauvais chez les gens. La France a *Le Matin*, entreprise de chantage, de bluff, de mensonge salarié, de pornographie ou de vertu, selon que la pornographie ou la vertu rapportent davantage. Genève a *La Tribune* où la sottise le dispute à la canaillerie.

Et la ville de Lausanne a *La Feuille d'Avis*, vieille de 150 ans, rédigée par des calotins catholiques et protestants, et qui la posent au patriotisme, à la religion, au respect de la propriété ; on y trouve constamment les flagorneries les plus plates à l'égard de tous les puissants du jour, rois, évêques, colonels, pasteurs, rastaquouères, juges, banquiers, conseillers, ministres, etc. On y trouve surtout des attaques venimeuses contre le théâtre social, la littérature naturaliste, le divorce, l'amour libre. Cette austérité qu'affectent les mômiers les plus détestables est précisément l'article de la maison.

Or, parmi les annonces qui pululent dans cette feuille de choux, vous en trouverez des masses dans le genre de celles que nous y avons cueillies en un clin d'œil, un jour d'octobre 1911 :

Une dame étrangère, jolie, brune, très distinguée, instruite, cherche relations avec monsieur entre 30 et 60 ans, distingué et fortuné. Ecrire case postale..., St-François.

Fort gain à toute personne disposée à fournir adresses de fiancées aisées de Lausanne et du canton de Vaud. Offres sous ...., poste restante, Lausanne.

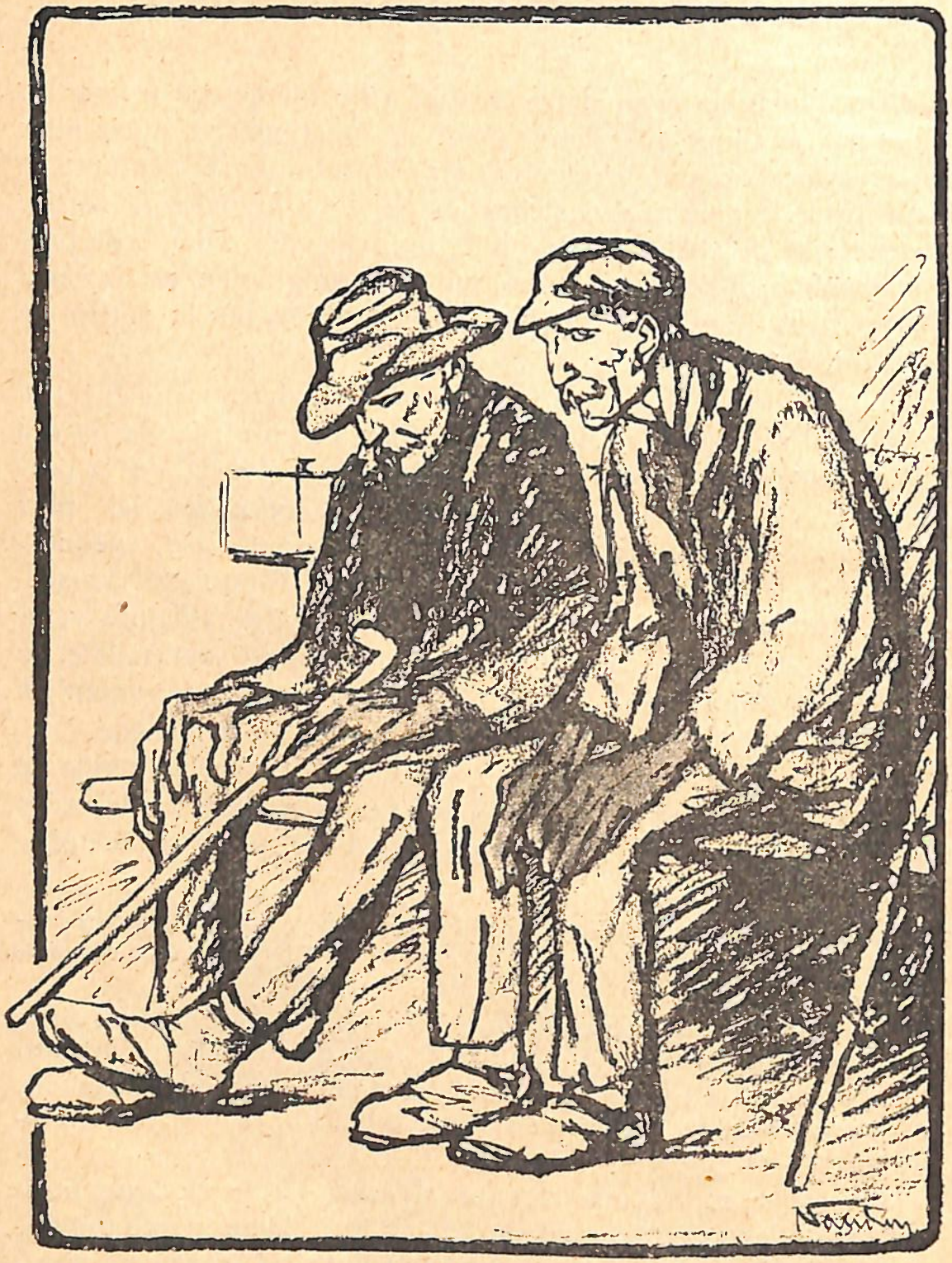
Mariage rapide est désiré par beaucoup de dames fortunées. Messieurs, même sans fortune, sont priés de s'adresser à M... R..., Berlin... Offres anonymes inutiles.

On tonne contre une certaine liberté — une certaine franchise — des mœurs, mais on fait de la réclame à une putain, on facilite les entreprises des maisons louches, on aide à pourvoir de clients les bordels. Il est vrai que dès qu'un portemonnaie s'ouvre, le bourgeois honnête ne se contient plus. Les principes sont vite oubliés. Il n'y a plus que l'argent.

Voilà nos gens d' « ordre » ! Immondes tartufes ! Ce qu'il fallait démontrer.

V'LAN.

NOTRE BELLE CIVILISATION



Trop jeunes pour l'asile. Trop vieux pour être embauchés.

On se demande quel serait le meilleur des gouvernements ? — Je réponds : celui qui nous apprendrait à nous gouverner nous-mêmes.

GŒTHE.

Notre point de vue

I

Idées et principes sont aujourd'hui fortement méprisés, non sans raison, avouons-le, car les politiciens de toutes nuances ont tour à tour trahi toute idée et tout principe, pour les cuisiner, adultérer, falsifier, marchander, prostituer, jusqu'à produire un scepticisme universel dont nous ne sommes pas les derniers à souffrir. Il n'est pas possible de remplacer l'ancienne foi aveugle et trompeuse par une conviction et une confiance raisonnées sans traverser une période plus ou moins longue de crise, pendant laquelle nous nous trouvons entravés par les ruines mêmes résultant de notre œuvre de démolition, ruines qu'il faudra déblayer avant de songer à une œuvre quelconque de reconstruction.

Il n'y a pas à s'étonner, d'ailleurs, que dans une société d'exploitation et de parasitisme comme la nôtre, même le mouvement d'émancipation prolétarienne ait été exploité par de nouvelles catégories de parasites. Et si nous luttons de toutes nos forces contre ces derniers — élus politiques, permanents de syndicats, ronds-de-cuir de coopératives — leur naissance et leur propagation ne doit pas être pour nous un motif à désespérer. Ils sont un produit aussi monstrueux que naturel du monde bourgeois et ne disparaîtront qu'avec lui. L'art, la science, les inventions, toutes les manifestations, les plus élevées comme les plus obscures de l'activité humaine deviennent l'objet de spéculations malpropres, et il ne pouvait qu'en être de même pour les tentatives populaires d'éducation, de résistance et de lutte. A nous de batailler sans cesse et de dénoncer toute exploitation ou autorité nouvelle cherchant à remplacer l'ancienne. La tâche va devenir de plus en plus difficile, précisément parce que les profiteurs du socialisme et du syndicalisme cherchent à se débarrasser d'idées et de principes gênants, qui pourraient tôt ou tard leur être reprochés, pour s'adonner à un éclectisme très commode, qualifié de largeur de vues, de tolérance d'opinions, etc., mais destiné surtout à leur permettre les alliances les plus hybrides, les compromissions les plus révoltantes et les trahisons les plus éhontées.

Les hommes sincères, au contraire, chercheront toujours à formuler leurs idées et leurs principes de la façon la plus claire et

la plus précise possible, et nous allons essayer de le faire une fois de plus.

II

En face de l'indifférence des masses pour leur propre sort, de leur inaction dans des circonstances où elles auraient pu chercher à agir, une œuvre de groupement et d'éducation s'impose. Comment la réaliser ?

Il faut d'abord donner au monde ouvrier la conscience de son existence comme classe, avec un rôle et des intérêts bien distincts. Pour cela une séparation aussi nette que profonde devient nécessaire. Nous savons bien qu'il y a dans la bourgeoisie des hommes qui nous sont sincèrement acquis, mais si nous en faisons des chefs et des dirigeants, nous les corromprons, tout en ouvrant la voie aux pires exploiteurs et trompeurs.

Pour s'affirmer, une division est toujours nécessaire, et sans une période même d'isolement, il est impossible d'acquérir les caractères et les capacités correspondant à une activité propre, qui seule permettra au peuple d'*être*, de *compter*.

L'organisation des ouvriers doit donc signifier de leur part la rupture du plus grand nombre possible d'attaches bourgeoises. La vie des exploiteurs et celle des producteurs peuvent paraître déjà suffisamment distinctes, mais il existe néanmoins quantité de sociétés de sports, de gymnastique, de musique, de mutualité, de coopération, etc., qui maintiennent un lien trompeur entre nous et nos maîtres. D'autre part, la bourgeoisie sait par expérience qu'il ne peut y avoir de véritables fêtes, commémorations, centenaires, etc., sans le concours du peuple. Elle peut triompher sur nous mais non sans nous. Donc travailler à faire le vide en toute circonstance autour de toute manifestation officielle ou bourgeoise, ainsi qu'à supprimer toute association *mixte*, sous la tutelle patronale ou gouvernementale, est une besogne plus importante que d'aucuns ne le pensent. Les ouvriers s'organisant à part pour eux-mêmes doivent cesser de l'être volontairement avec et pour leurs maîtres.

C'est ainsi qu'ils feront bien de se méfier aussi des associations politiques, lesquelles admettant tout le monde sans distinction de classes, finiront fatalement par être *dirigées* par des membres venus de la classe *dirigeante*. Et le mouvement émancipateur tombera aux mains d'hommes qu'il est appelé à combattre. Ces hommes peuvent se sentir exceptionnellement supérieurs à leur intérêt de classe, mais le plus souvent, la crise devenant aiguë et la situation dangereuse, ils se conformeront à cet intérêt, sans qu'il y ait à proprement parler trahison.

Dans l'*Almanach du Peuple pour 1872*, paru à Saint-Imier,

Bakounine écrivait déjà : „ *Mais quelle est l'organisation naturelle des masses ? C'est celle qui est fondée sur les déterminations différentes de leur vie réelle, quotidienne, par les différentes espèces de travail, c'est l'organisation par corps de métier.* " Autrement dit, ce que nous appelons aujourd'hui l'organisation syndicale.

III

Le plus grand avantage de cette forme d'organisation est avant tout d'accentuer la division entre exploités et exploiteurs, en faisant de cette abstraction „ le peuple " une réalité par l'action directe même que ce peuple apprendra à exercer. Car, s'il est malheureusement trop vrai que les salariés, même en se syndiquant, cherchent encore des chefs, nous devons, après avoir dirigé les premiers pas des syndiqués, leur apprendre à agir d'eux-mêmes, à se passer de nous. Ils ne seront d'ailleurs *organisés* qu'en tant qu'ils n'auront plus besoin d'aucune direction externe, un *organisme* étant par définition un tout qui se suffit à lui-même pour vivre.

Ce n'est pas un mérite que de grouper des prolétaires, puisque tous les partis politiques et les sectes religieuses l'ont fait et cherchent toujours à le faire ; c'est le but seulement qui compte. Se propose-t-on de dominer et d'exploiter le nouveau groupement, en lui imposant une autorité nouvelle avec un tribut nouveau ? Ou vise-t-on à rendre libres les individus groupés en leur donnant avec la conscience de leur force la volonté et les moyens de s'en servir ? Dans ce dernier cas seulement on travaille pour l'émancipation ouvrière, mais dans le premier, après avoir constaté les maux dont souffrent encore les masses, on ne cherche qu'à en vivre. Mentalité et procédé bien bourgeois, auxquels nous devons la pratique centraliste et le fonctionnarisme dans le mouvement syndical.

Certes, l'organisation ouvrière doit chercher à réaliser la plus large entente possible, mais celle-ci n'exige nullement une subordination quelconque et l'exclut même d'avance, si nous croyons que l'émancipation ne peut résulter que d'un développement des capacités et des initiatives des individus, de tous les individus. Au fond nous ne restons esclaves que par toute une série d'actes contraires à notre intérêt et que nous accomplissons sur l'ordre des maîtres, par crainte ou par ignorance, alors que nous ne savons pas encore travailler à notre bien-être. S'émanciper signifie avant tout pour chacun de nous changer la forme et le but de son activité, afin qu'elle ne nous soit plus nuisible, mais profitable.

L'évolution progressive des individus et des groupements est ainsi incompréhensible en dehors de l'application toujours plus

large de l'idée d'autonomie. Et enfin, comme l'a très bien dit Leverdays : „ La centralisation ne pouvant se fonder que sur le principe d'autorité, la liberté par conséquent n'est pas possible en dehors des conditions du régime fédéral. "

Voilà pourquoi nous prônons une organisation fédéraliste en opposition au centralisme des parasites du mouvement ouvrier.

IV

Mais d'autres questions se posent encore, que le cadre restreint de cet article ne nous permet de traiter que brièvement et sans les nombreux développements qu'elles comportent.

La première de ces questions est celle-ci : réformes ou révolution ?

D'une part, les réformistes nous parlent, avec Jaurès, de toute une série de réformes partielles, devant aboutir à la réforme intégrale, grâce à la triple action politique, coopérative et syndicale.

D'autre part, nous, les révolutionnaires, affirmons avec Elisée Reclus que „ la Société est un ensemble que nous ne réussirons point à changer en la reprenant en sous-œuvre par un de ses plus minces détails. Ne pas toucher au capital, laisser intacts tous ces privilèges à l'infini qui constituent l'Etat, et nous imaginer que nous pourrons enter sur tout cet organisme fatal un organisme nouveau, autant vaudrait espérer qu'il nous sera possible de faire germer une rose sur une euphorbe vénéneuse. "

Reclus écrivait cela à propos des coopératives, mais il est bien évident que ses paroles s'appliquent à tous les soi-disant essais *pratiques*, d'autant plus que personne ne trouve plus difficiles les réformes que les réformistes eux-mêmes. Ces derniers, après nous avoir hautement blâmés de préférer une méthode „ violente " à leur méthode „ raisonnée ", vous feront entrevoir un nombre inouï de difficultés aussitôt que vous leur demandez de passer des promesses aux réalisations, ce qui faisait dire à Leverdays : „ Il est remarquable qu'on éprouve tant de difficultés, lorsqu'il est question d'établir un état de justice et que l'on en trouve si peu, quand il s'agit de perpétuer l'oppression. " En conclusion, nous n'avons jamais obtenu que des changements insignifiants.

Trois genres de réformisme nous sont proposés.

Le réformisme politique, déjà réalisé en grande partie en Suisse: armée de milices, suffrage universel, droit d'initiative, de referendum, élection populaire de presque tous les magistrats et fonctionnaires, etc. Nous n'avons pas besoin, chez nous surtout, d'insister pour en démontrer le néant.

Le coopératisme, déjà très développé aussi en Belgique, en

Angleterre, en certaines parties de l'Italie, etc. Ce qui n'empêche pas les Belges d'être l'un des peuples les plus pauvres et les plus exploités, l'Angleterre de compter douze millions de „ pauvres " secourus par l'assistance publique, l'Italie d'être... ce qu'elle est. A noter pour cette dernière, que le parti socialiste est aujourd'hui notoirement la „ propriété " de deux ou trois banquiers garantissant le fonctionnement des coopératives.

Vient enfin le réformisme syndical. Il est très naturel et très utile, à un point de vue surtout éducatif, que les ouvriers protestent et luttent chaque jour contre l'exploitation patronale, en ne laissant rogner leur salaire que le moins possible, en diminuant les heures de travail, en réclamant l'observance de certaines prescriptions d'hygiène, etc. ; mais il serait absurde de croire à un progrès indéfini dans ce sens. Cette action ne peut s'exercer que dans des limites très étroites.

Veut-on un exemple très concluant? Prenons l'organisation horlogère, la plus importante pour le nombre de la Suisse romande. Elle a subi d'abord une crise, ne permettant pas même de maintenir les positions acquises, puis la crise passée, voici le renchérissement de la vie, qui annule toute amélioration éventuelle. Interrogez les vieux ouvriers et tous reconnaîtront que la situation n'a pas changé de beaucoup depuis une cinquantaine d'années.

Il est donc hors de doute qu'à moins de vouloir piétiner sur place, il faut envisager un mouvement révolutionnaire proprement dit.

V

— Vous préconisez donc encore et toujours la violence, la destruction, la plus brutale des coercitions, alors que le calme seul prouve une volonté forte et durable.

Expliquons-nous. Il est un fait incontestable, c'est que le régime actuel est basé sur la violence, sur la contrainte systématique, sur la crainte perpétuelle d'être réduit à la famine pour tout acte d'insoumission. Comment vaincre cette violence, sans lui opposer des moyens en partie identiques ?

Trop souvent, personne n'est moins apte que nous aux coups de force, et c'est même une contradiction qui nous a été plus d'une fois reprochée. Mais il y a une chose, d'abord, que nous ne ferons jamais, c'est de désapprouver l'opprimé frappant l'oppresseur, en désavouant un tumulte ou une émeute populaire. Ensuite, nous nous gardons bien de laisser croire aux solutions pacifiques, à „ la légalité sans issue " pour employer l'expression heureuse du député socialiste belge Destrée.

Il ne s'agit pas tant de conseiller ou de prêcher la violence, ce qui d'ailleurs ne peut être logiquement fait que par l'exemple, comme de préciser les conditions qui la rendront inévitable, pour s'y préparer en conséquence.

Même les effets oratoires des „ élus " seraient nuls sans le spectre — certes, lointain, très lointain ! — de la violence. Il est impossible d'adjurer les classes nanties de consentir à une conces-

Etude dessin C. Meunier

sion quelconque, sans leur laisser entrevoir un mécontentement populaire pouvant troubler le calme ! Si ce calme était garanti à perpétuité, il ne pourrait signifier que l'acquiescement plein et entier au régime établi. Progrès est synonyme de nouvel ordre,

mais on ne passe d'un ordre à l'autre, sans une période de désordre, de lutte ouverte et décisive.

Lorsque tout un peuple cesse d'être indifférent, sans confiance en lui-même ou sans espoir, il ne peut rester calme. S'il en arrive à croire que cela ne peut plus durer ainsi et qu'il faut en finir — et c'est précisément à donner aux masses cette *conscience* que tout homme sincère ne peut manquer de travailler — un mouvement révolutionnaire se produira inévitablement.

L'action libre de la foule dans son intérêt ne peut qu'interrompre celle servile dans l'intérêt de ses maîtres, représentant précisément l'*ordre* dans ce qu'il a d'essentiel. Tout essai d'émancipation aboutit donc nécessairement à un *désordre*. Et s'il n'est pas douteux qu'une œuvre de reconstruction tant soit peu importante ne peut qu'être précédée d'une large œuvre de démolition, comment concevoir l'accomplissement de cette dernière dans le *calme*? Il faudra un peuple enthousiaste, vibrant, énergique, prêt à vaincre la *violence* bourgeoise qui sera d'autant plus tentée de se manifester qu'elle saura la foule désarmée.

Prêcher le calme, c'est conseiller l'acceptation du régime bourgeois ; désavouer la violence prolétarienne, c'est vouloir perpétuer la violence bourgeoise.

VI

Mais voici la plus discutée de toutes les questions : Faut-il oui ou non faire de la politique dans les syndicats ?

Nous répondons nettement : Non ! ni dans les syndicats, ni ailleurs. Cette réponse demande toutefois à être nettement expliquée, car nous ne sommes pas seuls à ne plus vouloir de politique ; il est même permis d'affirmer que dans les syndicats il y a unanimité sur ce point, mais elle n'est due qu'à une équivoque.

Pour quelques-uns exclure la politique des syndicats, signifie en bannir toute conception d'une nouvelle organisation sociale, c'est-à-dire toute idée d'émancipation du travail de la servitude capitaliste. Cette dernière étant admise, comme inévitable sinon légitime, dans sa forme actuelle du salariat, contre lequel il ne saurait être question de lutter, il s'agit tout simplement d'obtenir les meilleurs salaires possibles.

D'autres veulent bien reconnaître que la question même du salariat et celle d'une nouvelle forme de production à réaliser se posent impérieusement, mais dénient toute compétence au syndicat pour s'en occuper. C'est, disent-ils, l'affaire des partis politiques, et à cet effet ils préconisent même une action parallèle à celle de *leur*

parti soi-disant socialiste. Au fond, ce ne sont que des politiciens cachant leur jeu pour avoir le plus grand nombre possible de *cotisants*.

Il nous paraît inutile de discuter longuement, comme le font d'aucuns, sous quelle forme, dans quels groupements et à quelles conditions il est bon que les travailleurs fassent de la politique. Nous la repoussons partout et définitivement.

Quant aux politiciens ils seront amenés, par la force même des choses, à faire toujours de la politique et rien que de la politique. Qu'ils s'occupent de maisons ouvrières, de coopératives, de renchérissement des vivres, de boycotts, etc., leur action est toujours subordonnée à un but politique, car ils font tourner la vie sociale autour de l'axe gouvernemental et se refusent à la concevoir autrement. C'est ainsi qu'à la base de tout, ils placent toujours la conquête du pouvoir et rien ne leur semble vraiment utile si cela ne les rapproche de cette conquête.

Par contre, nous qui ne voyons la raison d'être du pouvoir que dans une domination de classe quelconque, c'est-à-dire dans l'exploitation même de la masse travailleuse, nous ne pouvons envisager que sa disparition, aboutissant ainsi d'ores et déjà à la négation de la politique.

Par la politique soi-disant ouvrière ses partisans prétendent assurer et protéger le travail ! Il est impossible d'imaginer plus atroce et plus révoltante ironie.

Le travail, la fonction essentielle de la vie, la source de toute richesse, de tout progrès, l'exposant de toutes les forces et de toutes les énergies humaines, physiques et intellectuelles, assuré et protégé par qui ou par quoi ? Par l'oisif, le parasite, l'improductif ; par l'ignorance, l'impuissance, la fainéantise. La maladie est ainsi chargée de régenter la santé.

Accepter une domination monstrueuse, pour demander ensuite à ceux qui l'exercent de bien vouloir assurer notre esclavage et protéger notre misère, est bien le comble de l'absurde !

Ceux auxquels tout est dû ne peuvent qu'être à même de se protéger et de s'assurer eux-mêmes, mieux que n'importe qui, à moins précisément qu'ils reconnaissent un pouvoir politique, collaborent et participent à son maintien, lequel pouvoir, créé pour l'oppression, ne saurait en aucun cas devenir un instrument de libération. Sus donc à la politique !

VII

Le mensonge politique a remplacé aujourd'hui le mensonge religieux, l'électeur a remplacé le fidèle. C'est toujours la même

superstition laissant croire que le pouvoir de vie n'est pas en nous mais en dehors de nous; dès lors, il faut le conquérir par la prière ou le bulletin de vote. Nous renonçons à être par toutes nos forces, par notre intelligence et notre activité, pour mendier ensuite le droit à l'existence à ceux-là mêmes qui profitent de ce renoncement. N'est vraiment digne de la liberté que celui qui peut se passer de maîtres, cessons donc d'en chercher.

En face d'un pouvoir formidablement organisé, nous ne pourrons nous libérer que par l'association de nos efforts, mais celle-ci ne doit pas nous pousser une fois de plus à une soumission quelconque ou à instituer un nouveau système *représentatif*, par lequel renonçant à faire valoir nous-mêmes et en toute circonstance nos droits et nos intérêts, nous en affaiblissons la portée au bénéfice d'anciens ou de nouveaux exploiteurs.

Dans la lutte qui plus ou moins consciemment se poursuit partout, deux sentiments communs à tous les hommes prédominent. D'une part, le désir instinctif d'améliorer son propre sort, de vivre d'une vie plus large, plus élevée, de jouir de plus de bien-être et de considération; d'autre part, la peur des forces hostiles de toute nature qui s'y opposent et veillent âprement au maintien du privilège. Ce sont là deux sentiments pratiquement contradictoires, mais le second, l'ignorance aidant, l'emporte le plus souvent sur le premier, et nous voyons les foules peiner leur vie durant grâce à la contagion de la peur.

Cette peur ne se perd que par la conscience toujours plus grande de sa propre valeur, par la confiance en son propre effort, par l'éducation à l'action directe. Nous devons travailler avant tout à donner aux individus la foi en eux-mêmes, de façon que le peuple représente enfin un ensemble de forces conscientes, se dirigeant d'elles-mêmes, afin que personne ne puisse plus les employer à la fois comme instrument et objet de tyrannie.

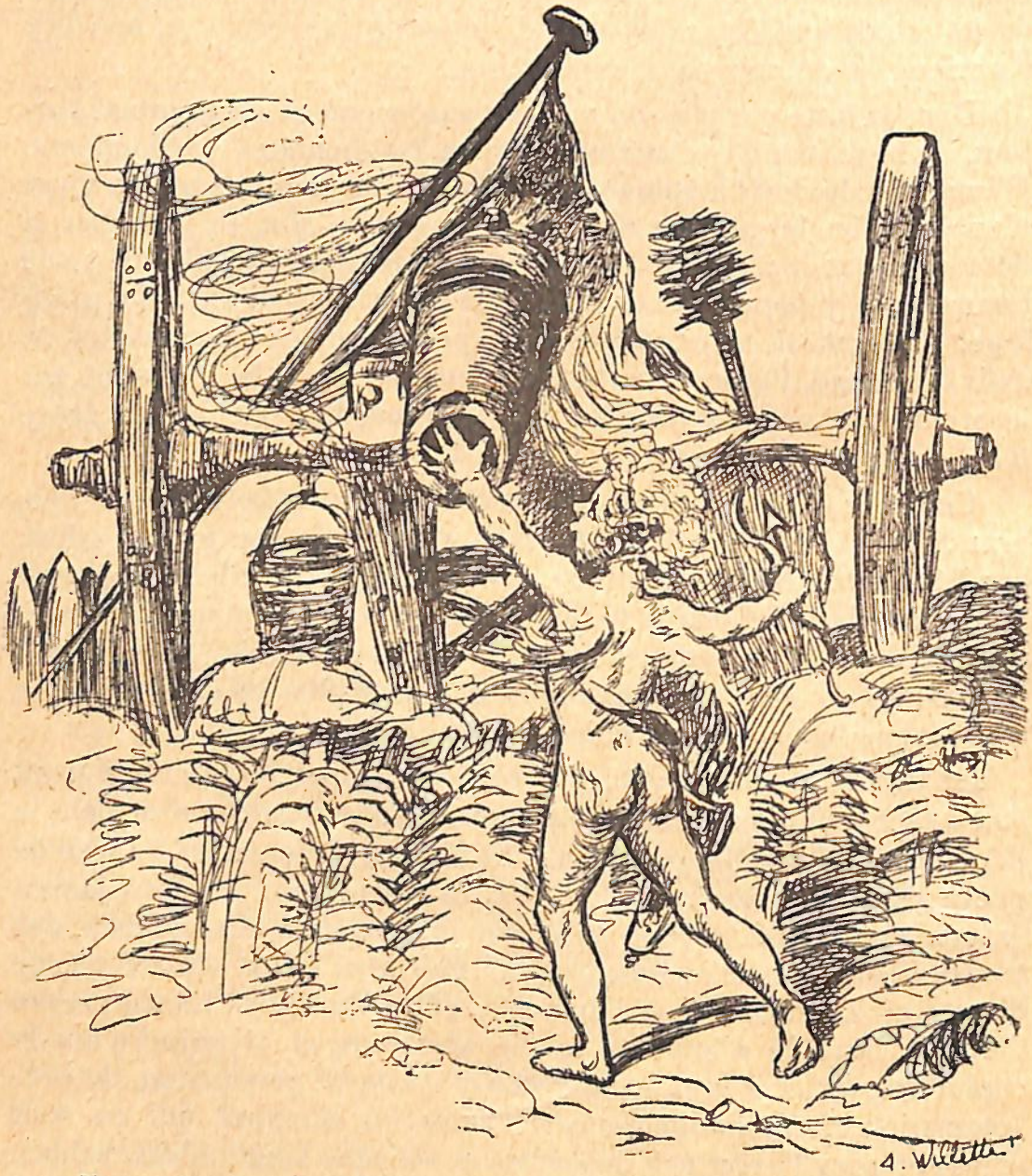
Les travailleurs ne s'émanciperont donc que lorsqu'ils sauront être avant tout pour eux-mêmes, cessant d'user toute leur vie dans la dépendance de quelques maîtres. Et nous arrivons ainsi à l'idée de grève générale, sans laquelle l'idée de révolution ne sera jamais qu'une abstraction. Grève générale des salariés, des soldats, des contribuables, des croyants, pour en finir avec toute activité servile directe ou indirecte. Que l'immense effort du travail humain cesse d'être la base de n'importe quelle servitude, et si aujourd'hui le capitaliste, grâce à la propriété des moyens de production, de consommation et d'échange, possède aussi les hommes qui en sont privés et pour l'existence desquels ces moyens sont indispensables, demain l'expropriation de toute la richesse sociale au profit de

tous réalisera la nouvelle civilisation communiste sans pauvres ni opprimés.

Pour grande que soit cette tâche le monde du travail pourra sans doute l'accomplir.

L. Bertoni.

L'AMOUR ET LA GUERRE



— *Ta gueule, eh, sale outil !*

LE LAPIN

Je m'approche d'un des jeux qui sont installés place Marengo.

« Trois balles pour un sou ! On gagne un lapin. »

Je prends la carabine, j'épaule et je tire... Je tire les yeux fermés, comme un banquier se brûle la cervelle.

« Il a gagné le lapin ! »

C'est un bruit qui monte, la foule me regarde, on me prend pour un Suisse ; quelqu'un dit que dans ce pays-là, les enfants apprennent à tirer à trois ans et qu'à dix ans il y en a qui cassent des noisettes à vingt pas.

« Il faut lui donner le lapin ! »

Le marchand n'avait pas l'air de se presser en effet, mais la foule approche, avance et va faire une gibelotte avec l'homme s'il ne me donne pas le lapin qui est là et qui broute.

Je l'ai, je l'ai ! Je le tiens par les oreilles et je l'emporte.

Il faut voir le monde qu'il y a ! Le lapin fait des sauts terribles. Il va m'échapper tout à l'heure.

Comme dans toutes les luttes, chaque côté a ses partisans. Les uns tiennent pour le lapin, les autres pour le Suisse — c'est moi, le Suisse — et je sens toute la responsabilité qui pèse sur ma tête. Quelquefois l'animal fait un bond qui épouvante les miens. Je voudrais changer de main, le prendre par la queue de temps en temps. Je n'ose pas devant cette foule.

Je n'ai pas le courage de tourner la tête, mais je devine que les rangs se sont grossis.

On marque le pas.

Je suis en avant, à quelques pas de la colonne, seul comme un prophète ou un chef de bande...

On se demande sur la route ce que nous voulons, si c'est une idée religieuse ou une pensée sociale qui me pousse.

Si elle est pratique, on verra ; — mais que je laisse là le lapin ! — Est-ce un drapeau ? — Il faut le dire alors.

Mes doigts sont crispés, les oreilles vont me rester dans la main. Le lapin fait un suprême effort...

Il m'échappe ! Mais il tombe en aveugle dans ma culotte — une culotte de mon père, mal retapée, large du fond, étroite des jambes. — Il y reste.

On s'inquiète, on demande...

Les foules n'aiment pas qu'on se joue d'elles. On n'escamote pas ainsi son drapeau !

Le La-pin ! Le La-pin ! — sur l'air des *Lampions*.

Des gens se mettent aux fenêtres ; les curieux arrivent.

Le lapin est toujours entre chair et étoffe, je le sens.

Oh ! si je pouvais fuir ! Je vais essayer. Un passage est là — je l'enfile...

On me cherche, mais je connais les coins.

Où aller ? — Je tombe sur M. Laurier, l'économe. Je lui ai fait des commissions, j'ai porté des lettres à une dame. J'ai son secret, je suis prêt au chantage. — Il faut qu'il me sauve ! Je lui dis tout.

« Je vais te reconduire et dire que c'est moi qui t'ai gardé, et lâche-moi cette bête ! »

Ma mère croit à notre mensonge.

« Bien, bien, monsieur Laurier, — du moment qu'il était avec vous. Savez-vous ce qu'il y a dans les rues, ce soir ? On dit que les mineurs ont voulu se révolter et ont mis le feu à un couvent. »

Le lendemain.

« Mange-donc, Jacques, mange ! Tu n'aimes donc plus le lapin maintenant ? »

Elle a acheté un lapin, ce matin, à bas prix, parce qu'il est un peu écrasé, et qu'on lui a trouvé des bouts de chemise dans les dents.

Où est la peau ?...

Je vais à la cuisine.

C'est *lui !*...

Jules VALLÈS.

UN BOYCOTT

Evidemment, c'est du boycott de la *Tribune de Genève* dont nous voulons parler. Tous les travailleurs sont certainement au courant des phases de l'ardente campagne qui, depuis mai 1909, se poursuit contre ce journal. Par des circulaires, par des prospectus, par des affiches, par des conférences, et surtout par les innombrables articles ayant paru dans la presse ouvrière, ils ont pu suivre pas à pas cette grandiose lutte, appelée à rester à la mémoire de ceux qui s'y sont tant soit peu intéressés.

Un peu d'histoire ne sera pas inutile. Car les causes du boycott de la *Tribune*, tout en étant à peu près les mêmes que celles qui président à tous les conflits du travail, revêtent par certains côtés des enseignements fort instructifs. Elles sont une expression vivante de la mentalité et de la cupidité du patronat de la grande industrie, et illustrent bien ce que les travailleurs peuvent attendre de ceux auxquels ils louent leurs forces, leur intelligence et leur santé.

Le mécanisme a transformé les moyens de production et l'imprimerie, peut-être plus que toute autre industrie, n'a pas échappé à l'impérieuse loi du progrès. Entrer dans les détails nous conduirait trop loin et n'aurait d'ailleurs que faire dans le cadre de cet article. Nous laisserons donc de côté les changements intervenus dans le domaine de l'impression proprement dite, pour nous arrêter quelques instants à la typographie, étant donné que c'est surtout à cette branche que l'on doit le conflit existant actuellement entre la *Tribune de Genève* et la classe ouvrière.

L'invention de la machine à composer a accompli une sorte de révolution dans la production typographique. Au début de l'introduction de ce collègue de fer, on douta fort de ses capacités, on se refusa même à croire qu'il arriverait à s'implanter sérieusement. Le typo ne pouvait se faire à l'idée que l'implacable progrès eût les ressources nécessaires pour le supplanter dans une besogne qu'il considérait presque comme un inviolable monopole. C'était pourtant une grave erreur, car la réalité devait prouver que la machine à composer, par les perfectionnements qui y furent apportés, était capable de faire le travail courant de la typographie et de déchaîner

les appétits d'un patronat toujours à l'affût de nouvelles sources de lucre.

Trois marques de machines se disputent particulièrement le marché. Ce sont la Monotype, la Linotype et la Typograph. Avant que la production réelle de ces machines fût connue et enregistrée par la pratique, leurs marchands respectifs vantèrent leurs avantages tout en ayant soin de garder sous silence leurs inconvénients. La loi de la concurrence les poussa à émettre des exagérations inconcevables. Ils se livrèrent à des calculs fantastiques, en prenant comme moyenne une production d'une heure, voire même de quelques minutes. Pour un peu, ils auraient assuré sans sourciller qu'il suffisait de mettre le manuscrit dans le plomb en ébullition pour qu'il se transformât en composition prête à être mise sous presse.

Il importait donc aux typographes de sauvegarder leurs intérêts contre les dangers que pouvaient leur faire courir de semblables affirmations. Ils ne cherchèrent pas à lutter contre l'introduction des machines à composer, car on ne peut empêcher le progrès de se manifester sous toutes ses formes. Mais ils convergèrent leurs efforts vers une réglementation du travail mécanique en ramenant la production dont doit se contenter le patronat à des chiffres un peu plus raisonnables que ceux prônés par les fournisseurs et en réduisant à huit heures la journée des opérateurs à la machine.

A la fin de 1908, les typographes de Lausanne et Genève décidèrent de dénoncer le tarif-machine alors en pratique afin d'acquérir une augmentation de salaire pour les opérateurs et obtenir que certains points de la convention soient consacrés par une rédaction plus précise. A Lausanne, un nouveau tarif était conclu en avril 1909, les patrons, après bien des tergiversations, ayant préféré un arrangement plutôt que de courir les risques d'une grève. Ce tarif, d'une durée de quatre ans, contient les principales clauses suivantes :

Apprentissage : le journal ou l'imprimerie qui introduit la machine à composer choisira ses opérateurs dans le personnel de l'équipe du journal ou de l'imprimerie ; pendant l'apprentissage — qui ne peut excéder douze semaines — l'ouvrier-apprenti recevra son salaire ordinaire ou le minimum du tarif à la main s'il est piéçard. — *Journée de travail :* la journée normale des opérateurs est de huit heures, de sept heures pour ceux des journaux de nuit. — *Salaire :* le salaire minimum est de 45 fr. 60 par semaine ; les heures supplémentaires — qui sont interdites d'une façon régulière — sont comptées avec une surcharge de 40 o/o jusqu'à 10 heures du soir, de 60 o/o de 10 heures à minuit, de 100 o/o de minuit à 7 heures du matin.

Si ce tarif était accepté par les patrons lausannois sans qu'il eût été nécessaire de recourir à la grève, il n'en fut pas de même à Genève où les maîtres-imprimeurs — à la remorque de la *Tribune* — y opposèrent une fin de non recevoir, et c'est ici que commencent les causes du boycott qui nous occupe.

Au mois de février 1909, les ouvriers constituant l'équipe de la *Tribune* recevaient leur congé collectif pour le mois de mai. Les raisons données étaient qu'à cette date des machine à composer seraient introduites dans la maison. Toutes les démarches faites auprès de l'administration pour qu'elle désignât les ouvriers qu'elle pensait conserver pour apprendre la machine furent inutiles. On leur opposait sans cesse ce cliché : „ Nous ne voulons pas les désigner maintenant pour éviter des froissements et des jalousies au sein de notre personnel. Celui-ci est averti trois mois à l'avance : il a donc le temps suffisant pour se chercher autre chose. Quant à ceux qui resteront, nous verrons... Mais en attendant, tout le monde a son congé pour le mois de mai. "

La vérité était que la *Tribune* voulait se débarrasser complètement de son personnel. Les froissements et les jalousies invoqués par elle n'étaient qu'un grossier prétexte pour mieux pouvoir accomplir son but réel. Car un imprimeur qui fait l'acquisition de machines à composer choisit parmi ses ouvriers ceux qu'il pense être les plus capables à les faire fonctionner. Et la *Tribune*, en donnant le congé collectif à son équipe pouvait voir partir les meilleurs éléments, chose qu'elle se serait bien gardée de risquer, si vraiment elle avait eu un instant l'intention de prendre ses futurs opérateurs dans le sein du personnel congédié. Non, toute son équipe, qu'elle ait ou non trouvé place dans d'autres imprimeries, devait vider les lieux au mois de mai. Et si elle avait trois mois pour chercher à se caser ailleurs, l'administration avait également ce laps de temps pour constituer un personnel nouveau, pris en dehors de sa maison, même de la typographie, et surtout non syndiqué. Le rêve de la *Tribune* était de suivre les traces de son inspirateur Mottier, directeur de l'imprimerie du *Journal de Genève*, c'est à dire de ne plus employer d'ouvriers organisés.

Pour elle, il ne devait être question d'accepter le tarif de Lausanne qui, comme on l'a vu plus haut, prévoit que les opérateurs doivent être pris dans le personnel du journal introduisant des machines. Sa tactique au cours des négociations entre syndicats patronal et ouvrier est donc facile à deviner. Les patrons furent tout heureux de trouver en elle un rempart pour tenter de faire échec aux légitimes revendications des typographes qui, lassés par l'évidente mauvaise foi de leurs employeurs, déclarèrent la grève le 19 mai. Le 26, celle-ci était terminée. La *Tribune*, auteur du con-

flit, se retirait *pro forma* de l'Association des maîtres imprimeurs. Le tarif était accepté et signé. Tous les grévistes, même ceux appartenant à des imprimeries non syndiquées, reprirent leurs places. Seule, la *Tribune* refusa les services de ses ouvriers, en déclarant qu'elle ne voulait plus rien avoir à faire avec son „ ancien personnel ".

„ Ancien personnel " laissait entendre que ce journal avait recruté une équipe complète. Or tel n'était pas le cas. La *Tribune* paraissait en deux éditions au lieu de cinq, et ces éditions contenaient surtout du „ remplissage ". De plus, parmi les phénomènes qu'elle avait acquis — briseurs de grèves de profession — plusieurs ne faisaient guère son compte, car de nombreux vides se produisaient. Ainsi il y avait place pour des grévistes. Mais la *Tribune* se refusa obstinément à en reprendre et devait avouer, quelques jours plus tard, que sa maison était dorénavant fermée à tout ouvrier syndiqué.

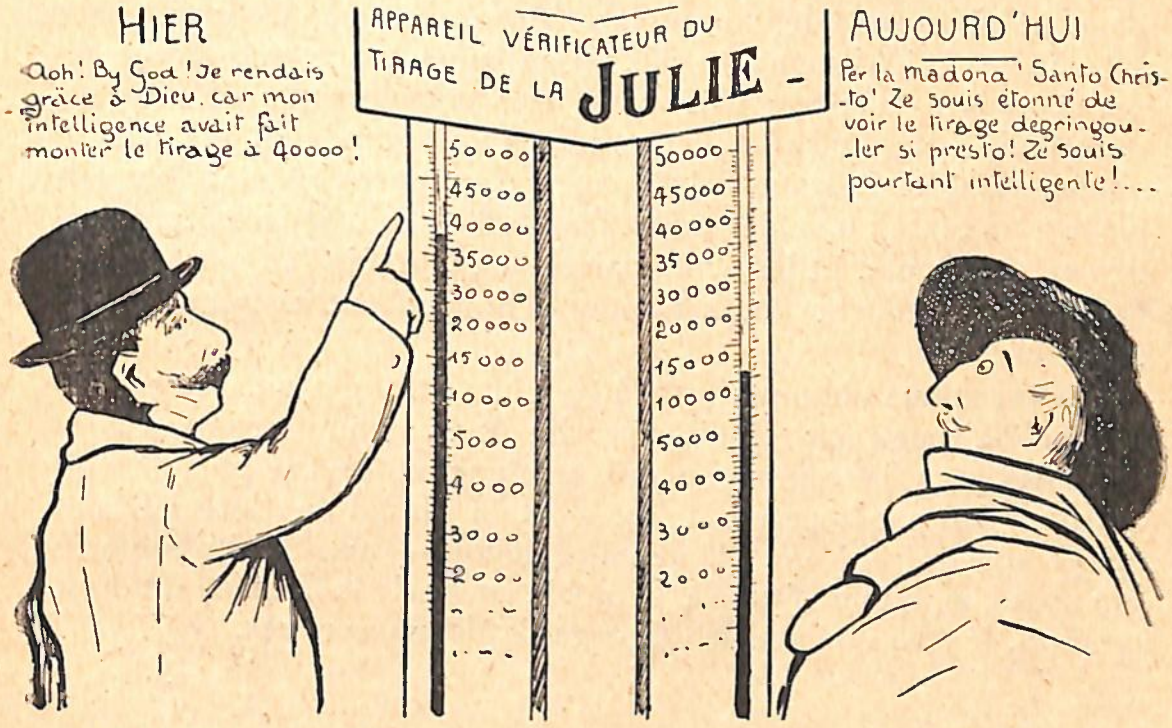
L'équivoque tombait. Le journal qui avait édifié sa fortune avec les sous du peuple travailleur, renvoyait ses ouvriers, la plupart ayant vingt et vingt-cinq ans de services, simplement parce que syndiqués. C'étaient donc une déclaration de guerre aux organisations syndicales et une cynique violation du droit de coalition et d'association garanti par la Constitution fédérale. Accepter sans autre pareille iniquité eût été faire preuve d'impuissance absolue et souscrire d'avance à la ruine des syndicats en incitant le patronat de toutes les industries à imiter l'exemple de la *Tribune*.

Heureusement, il ne devait pas en être ainsi. Le boycott du *Guguss*, trois ans auparavant, avait donné de bons résultats. Les échos des effets du boycott des produits des châtelains d'Yverdon et de Grandson parvenaient de tous côtés et affirmaient unanimement que l'arme du boycottage était d'une grande efficacité. Pourquoi n'en aurait-il pas été de même d'un boycott appliqué à la *Tribune de Genève* ? Comme le *Guguss*, comme les tabacs Vautier, elle vivait par la classe ouvrière. Ainsi, en faisant appel à cette classe, on ne travaillerait pas en vain. Sa solidarité se manifesterait en faveur des quarante victimes de la *Tribune* comme elle s'était manifestée pour défendre les victimes des Vautier.

Le boycott fut donc organisé. Tous les moyens furent mis en action pour le rendre effectif : affiches, circulaires, prospectus, articles de journaux, meetings, conférences, sans compter les petites aubades données devant les ateliers de ce journal. Un organe — le *Boycotteur* — fut créé. Tiré mensuellement à 25,000 exemplaires, distribué gratuitement dans toute la Suisse romande, expédié sous enveloppe à tous les commerçants, il a pour tâche de dénoncer les classiques mensonges, les turpitudes, les ignominies

et les bluffs employés par la *Tribune* pour parer à la campagne dont elle fait les frais, et de signaler aux travailleurs les négociants qui favorisent encore ce journal de leurs annonces.

Après deux ans d'efforts et de ténacité, les résultats peuvent se marquer. Ils sont réjouissants, tout simplement, et, en attendant la victoire complète, ils récompensent déjà le travail déployé. Quant on songe à ce qu'était la *Tribune* avant le boycott et qu'on regarde ce qu'elle est aujourd'hui, on peut affirmer que la cause des typographes a rencontré des appuis inespérés. Comme tirage et annonces — ce qui est le principal pour des financiers américains — la *Tribune* était le journal le plus important de la Suisse romande. Elle pénétrait non seulement dans tous les ménages ouvriers de Genève, mais encore elle s'était taillée une large place dans les



localités, petites et grandes, du pays romand et de la contrée limitrophe, et se trouvait en lecture dans la plupart des établissements publics et salons de coiffure. Cette diffusion, tout en lui permettant d'insérer fièrement le chiffre de son tirage en tête de chaque numéro, lui fournissait également une source de revenus autrement importante que celle des sous quotidiens des lecteurs. Car, comme journal genevois, régional et romand, elle monopolisait pour ainsi dire toutes les annonces du commerce, qui avait vraiment intérêt à s'en servir pour sa réclame.

Avec une situation aussi privilégiée, plus que privilégiée même, la *Tribune* pouvait à bon droit s'estimer garantie contre l'avenir. Malheureusement, elle poussa trop loin son infatuation et se crut à

jamais invulnérable. Et quand on a une telle opinion de soi-même, on peut bien commettre les actes les plus malpropres, les plus ignobles, que diable ! „ Renvoyer des ouvriers qui, pendant vingt et vingt-cinq ans, nous ont édifié et grossi notre fortune, refuser à des travailleurs le droit légal d'association et de coalition, rien de plus naturel et de plus logique pour nous. A la porte, les hommes ayant une dignité et une conscience ! De la tranquillité, de l'exploitation sans merci, des individus bons à tout faire, voilà ce qu'il nous faut ", pensèrent les patrons de la *Tribune*.

Deux ans et demi ont passé. Aujourd'hui, grâce au boycott, la *Tribune* a perdu de sa superbe. Ce n'est plus un journal, c'est une loque. Malgré ses mensonges, ses contradictions et ses bassesses, elle est à jamais atteinte. Elle a disparu des ménages ouvriers, les établissements publics et les salons de coiffure l'ont abandonnée ; dans certaines localités, on ne la voit presque plus. Contrairement à ce que, quotidiennement, elle faisait auparavant, son tirage ne paraît plus à la place d'honneur. Les commerçants se refusent désormais à engouffrer de l'argent dans un organe qui n'a aucune valeur-réclame. Les multiples pages d'annonces d'antan ont fait place à un texte où se déversent l'imbécillité et la bêtise chroniques de ses rédacteurs. Et les actionnaires qui, une fois l'an, passaient à la caisse pour toucher leurs 13 pour cent, s'offrent maintenant une „ ceinture ".

Les résultats obtenus jusqu'à ce jour sont donc, ainsi que nous l'avons dit, tout à fait réjouissants. Et ils sont un précieux encouragement pour la campagne qui se poursuit encore plus énergiquement que par le passé. Il faut — et la classe ouvrière ne saurait se soustraire à cet élémentaire devoir — que chacun apporte son appui, si minime fût-il, à la noble cause de la défense du droit syndical. Il y va de l'avenir des organisations ouvrières.

J. G.

De tous les métiers, celui qui ne semble pas demander d'apprentissage est celui de législateur. SPENCER.

Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous feront blanc ou noir. LA FONTAINE.

Pas de richards, pas de peinards ; un seul richard, tas de peinards.
(Proverbe américain).

Economie bourgeoise

L'OUVRIER. — *Je demande de l'ouvrage, monsieur.*

LE CAPITALISTE. — *Je ne puis pas vous en donner jusqu'à ce que les marchandises que vous avez fabriquées l'année dernière soient vendues. Comme il y a surproduction, l'ouvrage ne pourra reprendre qu'après l'écoulement de ces marchandises.*

L'OUVRIER. — *Je ne demande pas mieux que de les écouler tout de suite, si vous le permettez. Je suis en loques, j'ai faim, je n'ai ni lit, ni chaises, ni meubles... Cette provision sera bien vite épuisée. Je prends les marchandises.* (Il veut les emporter.)

LE CAPITALISTE. — *Aïe! Arrêtez! Police! Qu'alliez-vous faire misérable? Payez ce que vous emportez, coquin, ou à bas les pattes!*

L'OUVRIER. — *Mais je n'ai plus d'argent, monsieur, C'est moi qui les ai fabriquées, dites-vous, et la valeur de ma production de l'année dernière s'élève à deux mille francs, sur lesquels vous ne m'avez payé que 692 francs. Je les ai dépensés, comme vous le savez, pour acheter une partie de vos marchandises; mais il en reste encore entre vos mains pour une valeur de 1308 francs qui n'ont pas été consommées. Je ne puis les acheter qu'à condition que vous me donniez de l'ouvrage pour gagner l'argent qu'elles sont censé représenter. Et cependant vous ne voulez pas m'en donner jusqu'à ce que les marchandises soient vendues. Dans quel monde étrange nous sommes! Vous, qui appartenez aux classes intelligentes, pourriez-vous peut-être m'expliquer ce dilemme?*

LE CAPITALISTE. — *Mon opinion est que vous êtes un de ces affreux anarchistes. Il n'y a donc plus de prison pour la canaille?*

La défense de la patrie

Comment le lieutenant Staub fit flotter le drapeau fédéral à l'école de recrues, à Hérisau, en 1911.

Le peuple des travailleurs ne peut acheter ni les étoffes qu'il tisse, ni les meubles qu'il fabrique, ni les métaux qu'il forge, ni les pierreries qu'il taille, ni les estampes qu'il grave ; il ne peut se procurer ni le blé qu'il sème, ni le vin qu'il fait croître, ni la chair des animaux qu'il élève ; il ne lui est pas permis d'habiter les maisons qu'il a bâties, d'assister aux spectacles qu'il défraye, de goûter le repos que son corps réclame ; et pourquoi ? Parce que pour jouir de tout cela, il faudrait l'acheter au prix coûtant, et que le droit d'aubaine ne le permet pas. Sur l'enseigne de ces magasins somptueux que son indigence admire, le travailleur lit en gros caractères : C'EST TON OUVRAGE, ET TU N'EN AURAS PAS.

P.-J. Proudhon.

RUBEZAHL

La ballade suivante a été inspirée par la misère des tisserands de Silésie. D'après une légende, Rubezahl est un esprit bienfaisant des montagnes, secourable aux voyageurs et aux malheureux! L'auteur de cette ballade, Freiligrath (Ferdinand), poète allemand, né à Detmold en 1810, mort en 1876, fut l'un des chefs du parti démocratique de 1848 ; forcé de s'expatrier, il vécut depuis presque constamment en Angleterre.

Les haies verdissent enfin ; voici déjà une violette ; quelle fête, dit un pauvre enfant de tisserand qui se glisse en cachette hors de la maison et s'achemine vers le bois, portant un ballot de toile sur ses épaules. C'est ici l'endroit, je vais me risquer : « Rubezahl ! »

S'il m'entend, je le regarderai hardiment en face ; il n'est pas méchant. Je vais mettre mon paquet de toile sur ce rocher. Il y a une pièce tout entière, et belle ! Oh ! oui, j'en réponds, on n'en tisse pas de plus belle dans la vallée. Il ne vient toujours pas. Allons, courage, encore une fois : « Rubezahl ! »

Rien encore ! Je suis venu dans le bois pour qu'il nous tire de la peine. Ma mère a les joues si pâles ! Dans toute la maison, pas un morceau de pain ! Mon père est parti pour le marché en jurant. Trouvera-t-il des chalands, enfin ! Moi, je vais essayer ma fortune auprès de Rubezahl. Où reste-t-il donc ? Pour la troisième fois : « Rubezahl ! »

Il a tant secouru de malheureux, jadis ! ma grand'mère me l'a conté souvent. Oui, il est bon au pauvre monde que la misère torture. Je suis accouru ici tout joyeux avec une pièce de toile bien mesurée. Je ne veux pas mendier, je veux vendre. Oh ! qu'il vienne donc ! Rubezahl ! Rubezahl !

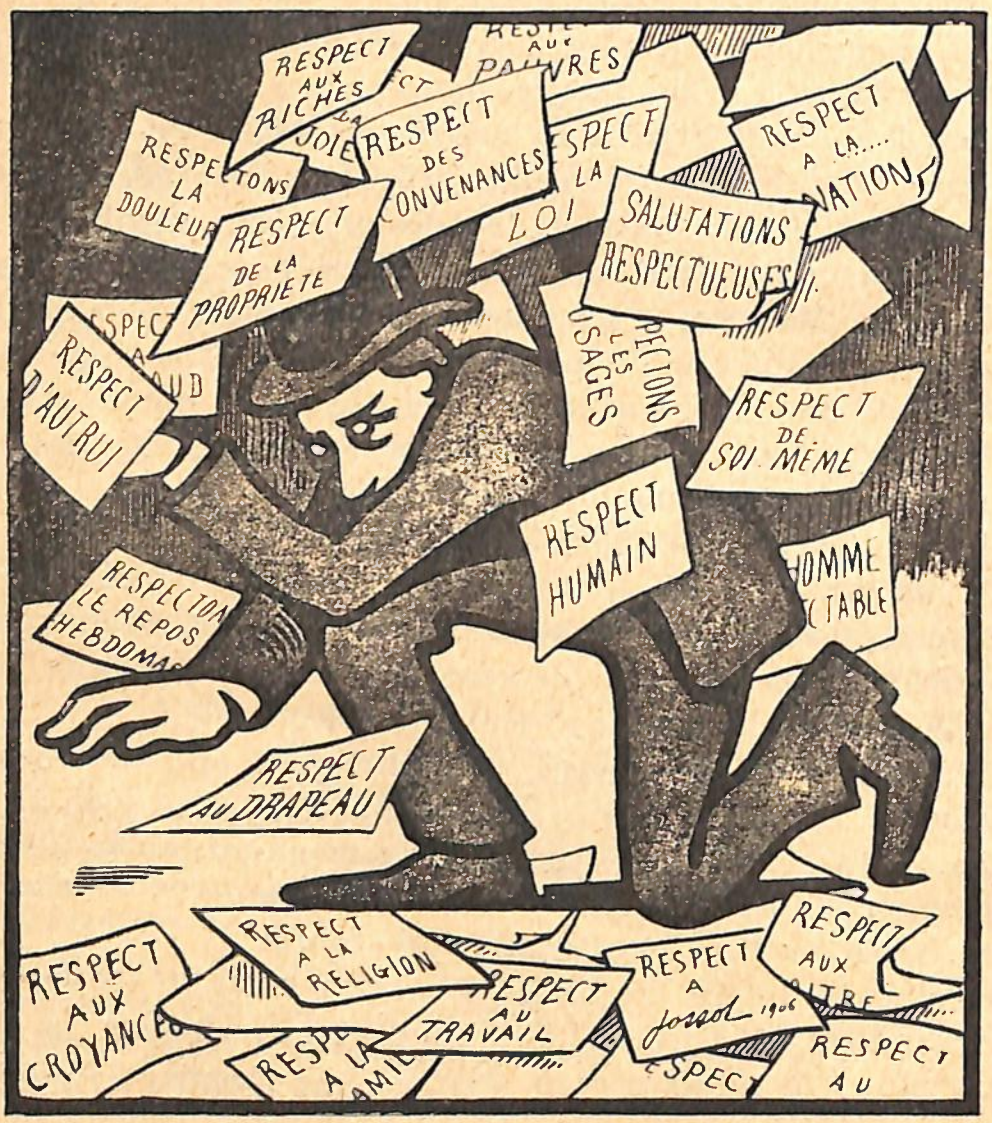
Si cette pièce lui plaisait, peut-être qu'il en demanderait davantage, c'est cela qui m'arrangerait ! Hélas ! il y en a tant d'également belles à la maison. Il les prendrait toutes jusqu'à la dernière ; alors je rachèterais aussi celles qu'on a mises en gage. Quel bonheur ! Rubezahl ! Rubezahl !

Et alors j'entrerais joyeux dans la petite chambre et je m'écrierais : Père, de l'argent ! Et alors il ne jurerait plus, et il ne dirait plus : Je ne tisse pour vous qu'une chemise de misère. Et ma mère, elle sourirait de nouveau et nous préparerait un

bon repas. Et mes petits frères, comme ils gambaderaient ! Mais qu'il vienne, qu'il vienne donc ! Rubezahl ! Rubezahl !

Ainsi appelle l'enfant de treize ans. Il reste là, pâle et défaillant, appelant toujours, mais en vain. De loin en loin, un noir corbeau traverse seul le domaine du vieux gnôme. L'enfant reste encore. Il attend d'heure en heure jusqu'à ce que les ténèbres descendent sur le vallon ; alors, tout bas et d'une lèvre convulsive, il appelle une dernière fois en sanglotant : « Rubezahl ! »

Et alors, muet et tremblant, il quitte le taillis et retourne avec son ballot de toile vers la désolation du foyer. Il se repose souvent sur la pierre moussue, écrasé sous le poids de son lourd fardeau. Je crois que le père tissera bientôt pour son pauvre enfant, non seulement la chemise de misère, mais encore le linceul de mort : « Rubezahl ! » FREILIGRATH.



N'en jetez plus. La cour est pleine.

Un coup d'œil sur le Tessin

Par les lignes qui vont suivre je voudrais pouvoir donner aux lecteurs une idée quelque peu exacte non seulement de la vie ouvrière, mais de la vie tout court au Tessin. Malgré ce désir, je doute fort d'y arriver. Je suis totalement privé des éléments nécessaires pour dresser un tableau détaillé et précis de l'ensemble de mon sujet, ce qui ne me permettra pas de sortir des généralités, tout en leur conservant la plus stricte véracité. Mon récit ne contiendra donc aucune statistique, il ne sera pas hérissé de dates et de chiffres ; il comportera surtout des impressions et des souvenirs.

Au point de vue général, la population peut se diviser en deux catégories assez distinctes. Les habitants de la partie nord du canton, et plus spécialement des vallées Leventine, Blenio et Riviera, sont sédentaires et s'occupent de l'élevage et du commerce du bétail. Il y en a quand même qui émigrent. Ceux-là s'en vont pour la plupart en Angleterre ou en Amérique, où ils deviennent cuisiniers, casseroliers, sommeliers, portiers, et ainsi de suite au service des hôteliers. On en trouve un peu partout à Londres, et dans cette capitale quelques grands propriétaires d'hôtels sont des ressortissants tessinois. En fait d'esprit révolutionnaire, le courant est par conséquent insignifiant dans ces régions. Les gens demeurant au pays ont comme principales occupations leurs pâturages et les quadrupèdes s'y promenant. Quant à ceux qui partent, ils acquièrent bien vite la mentalité du parfait larbin. Coudoyant continuellement les oisifs, les maîtres, ils se résignent à l'exploitation et à la servitude, ils se transforment en plats courtisans et finissent par vouloir singer les bourgeois, leurs patrons. Faisons cependant une exception pour Biasca, un petit centre industriel où les mœurs ont subi l'influence progressiste du milieu.

Dans la partie sud, au contraire, et notamment dans les districts de Lugano et Mendrisio, l'immense majorité des hommes valides est composée d'émigrants temporaires, allant gagner leur vie loin de chez eux pendant la bonne saison, et rentrant passer au foyer les mois d'hiver. Cette situation spéciale, qui met les gens en contact avec l'industrie et aux prises avec le grand patronat, n'avait pas réalisé, jusqu'à ces dernières années, de grands progrès parmi les intéressés. C'est que le plus grand nombre d'entre eux divisaient leur activité ainsi : Pendant leur séjour au dehors ils se

contentaient de travailler avec acharnement la journée durant. Le soir venu, ils avalaient une chope en échangeant quelques phrases banales, puis allaient tranquillement se mettre au lit, pour recommencer le lendemain la même vie étroite et terre-à-terre. Journaux, réunions, syndicat, tout cela était de l'hébreu pour eux. Ça leur aurait coûté du temps, des dérangements et quelque argent. Aussi évitaient-ils ces sortes de choses. Tout leur souci était d'amasser un pécule rondelet pour être en mesure de bien vivre de retour au pays. Pendant l'hiver, leurs préoccupations n'étaient pas plus élevées qu'en été. Ils se bornaient à mettre la main à quelques travaux de campagne, et, pour le reste, à faire de la musique ou du chant, et surtout à danser et vider des litres sans fin. On conçoit facilement que des mœurs semblables ne sont pas faites pour favoriser l'éclosion d'idées nouvelles et généreuses. Mais malgré ces défauts, l'élément émigrant était, de par sa nature même, bien plus susceptible d'évoluer et de s'améliorer que la masse des gens sédentaires, tout absorbés par leur petite besogne et ne voyant guère plus loin que le court espace dominé par le clocher du village. Aussi les premiers commencèrent peu à peu à dépouiller le vieil homme, à se débarrasser du bagage encombrant du passé et du présent, pour se joindre au mouvement de liberté et d'émancipation qui secoue les peuples d'un bout à l'autre de la terre. Ils sont assez nombreux actuellement dans cette voie.

Observant le pays sous un autre aspect, nous constatons au Tessin, à part ce que peut fournir la petite ville de Lugano, et à l'exception des tailleurs de pierre, presque tous Italiens, l'absence d'un vrai prolétariat, conséquence naturelle du manque d'industrie et aussi d'exploitation agricole proprement dite. Et c'est avant tout à cause de cette particularité que la plus grande partie des inconvénients de tout ordre ont pu se produire. De Airolo à Chiasso, ce ne sont que petits villages, groupant chacun quelques centaines d'habitants, presque tous propriétaires de modestes terrains, dont le principal mérite est d'user les forces des hommes et souvent des femmes qui les travaillent. Dans des agglomérations de si peu d'importance, toute vie intellectuelle commune, tout mouvement de tant soit peu d'importance et d'ampleur, sont forcément pénibles à implanter et à soutenir. J'ai dit qu'il n'existait pas de véritable exploitation agricole, et cela est vrai, bien que tout le monde là-bas soit peu ou prou agriculteur. C'est qu'en effet, chacun laboure ses lopins, disséminés un peu partout au hasard d'anciennes divisions d'héritage. Une parcelle se trouve souvent éloignée de plusieurs kilomètres de l'autre, en sorte qu'il faut plus de temps pour courir à travers les *propriétés* que pour accomplir le travail même.

Les cinq ou six centres, bourgades ou villes, que le Tessin

possède, n'ont pas de quoi compenser la monotonie et le vide des campagnes. A Bellinzona, le chef-lieu du canton, le milieu est peu réjouissant. Il n'y a pas d'industrie, à part les ateliers des Chemins de fer fédéraux et le personnel affecté au service de la gare et des trains. Parmi ce personnel, l'élément suisse allemand tient une large place. Si, de ce fait, les ouvriers ne sont pas légion, par contre, à certaines époques de l'année, il y a du va-et-vient dans les rues. Cela se produit pendant les périodes de cours militaires, Bellinzona ayant le privilège, cher aux tenanciers d'établissements publics, de posséder les casernes et la place d'armes cantonale. Mais comme une pareille activité, fruit d'une garnison intermittente, ne dit rien qui vaille, ne nous y arrêtons pas plus longtemps. Lugano est avant tout une station d'étrangers. Vous y voyez des hôtels somptueux, de gracieuses villas, de belles promenades, des quais bien aménagés, un petit théâtre, les tramways électriques et tant d'autres facteurs de *confort moderne*, destinés à rendre le séjour agréable à la clientèle des rastaquouères cosmopolites. Les petits bourgeois et leurs imitateurs, tous ceux qui profitent de cette industrie éminemment suisse, consistant à peloter d'une main l'étranger riche en lui tendant l'autre pour solliciter l'aumône, tiennent le même langage que leurs congénères des rives du Léman et d'ailleurs. De bon matin, ils scrutent l'horizon dans l'attitude de pauvres poussins attendant la pâtée, désolés si le moindre nuage apparaît au loin. „Vous verrez, gémissent-ils, que la pluie viendra de nouveau aujourd'hui. A cause d'elle, les trains et les bateaux ne nous amèneront point d'étrangers, et les rares que nous tenons vont sans doute nous quitter aussi. Ah ! misère ! quelle purée de saison ! " Ces propos, on pouvait les entendre à chaque instant au cours de l'été 1910. D'ailleurs, ce sont les meilleures conversations dont est capable la partie *saine* de la population. A côté de cette race peu intéressante, il y a à Lugano un nombre assez respectable de travailleurs. On n'a pas oublié les grèves relativement récentes des maçons et des menuisiers. C'est ici qu'est le siège de la Chambre du travail, ayant à sa tête un secrétaire permanent. L'institution, passablement rachitique en ce moment, ne vaut pas grand'chose au sens révolutionnaire et il s'en faut de beaucoup qu'elle soit un foyer de propagande socialiste. Elle vit avec les ressources les plus disparates : contributions ouvrières, versements des bourgeois, subsides des fédérations centrales de la Suisse et de l'Umanitaria de Milan, sans oublier une allocation rondelette de l'Etat tessinois. C'est en somme une institution fortement démocratique, de cette démocratie qui ne nous enthousiasme pas. Autre détail à retenir, c'est que bon nombre d'ouvriers ne sont que de passage à Lugano. Venant d'Italie, ils s'y arrêtent tout juste

pour gagner l'argent du voyage, puis ils passent le Gothard et se répandent, les uns dans les différents cantons suisses, les autres en France, en Allemagne ou ailleurs. Sur des éléments de cette nature la propagande a fatalement peu de prise. A Locarno, la petite ville au bord du lac Majeur, qui abrita jadis Bakounine, et où est venu récemment encore se reposer Kropotkine, le milieu ressemble assez à celui de Lugano, avec toutefois beaucoup de mouvement en moins, un plus petit nombre de travailleurs industriels, et des idées libérales peu développées.

Avant d'aller plus loin, arrêtons-nous un instant aux mœurs politiques, qui n'ont vraiment pas d'équivalent dans les autres cantons. Un adage italien dit ceci : Qui n'a pas vu Séville, n'a pas vu de merveille (*Chi non ha visto Siviglia, non ha visto meraviglia*). Paraphrasant cette affirmation, nous pouvons dire : „ Celui qui n'a pas vu une lutte électorale au Tessin, n'a rien vu ". Tandis qu'ailleurs, les partis n'existent que par quelques vagues comités et par les journaux qui en sont les organes, au Tessin ils sont, quoique avec moins d'intensité qu'autrefois, une forte réalité dans le peuple. Ce dernier est nettement partagé en deux camps ennemis : les libéraux (radicaux) et les conservateurs (démocrates). Et ces deux fractions se maintiennent en état d'hostilité permanente, quitte à atteindre le maximum d'acuité au moment des élections. On voit alors, ou plutôt on voyait il n'y a pas longtemps, l'étalage le plus impudent de promesses, de menaces, de corruption de tout genre, en vue de l'accaparement des voix. Les habitants d'un même village se lançaient mutuellement des regards courroucés, s'injuriaient, se battaient, aux cris de „ Vive Paul ", „ A bas Pierre ". Dans les grandes occasions (l'élection du Conseil d'Etat, par exemple), les émigrants venaient de très loin, de tous les coins de l'Europe, voire d'autres continents, pour participer au scrutin. La totalité des citoyens, valides et infirmes, jeunes et vieux, allaient aux urnes. Plus d'une fois on a fait voter des morts. Et à l'annonce du résultat de la consultation populaire, c'étaient des feux de joie, des chants, des cris, des salves de coups de mortier, des réjouissances folles de la part des vainqueurs. Car ces malheureux paysans qui, le lendemain, devaient retourner penauds aux champs, ces ouvriers qui allaient bientôt faire leurs malles pour s'expatrier en quête d'un exploiteur, se figuraient naïvement avoir vraiment vaincu, avoir gagné de grandes choses, parce que les candidats de leur parti étaient élus. Et je ne raconte là qu'une partie de la réalité. Actuellement encore, il y a dans une foule de localités tessinoises deux sociétés musicales, bien plus ennemies que rivales entre elles : une libérale, l'autre conservatrice. Au temps où je fréquentais l'école primaire, et je ne suis pas vieux, nous engagions

entre nous, mioches inconscients, des batailles en règle, parce que le père des uns était libéral, et celui des autres conservateur. Tout cela est certainement grotesque et désolant, mais contient aussi une autre révélation. Cela démontre qu'un besoin d'activité, de vie, de lutte s'affirme chez ces populations méridionales. Le malheur est que ces dispositions, excellentes en soi, sont dénaturées et absorbées par une cause stupide, vide et mensongère, et ne servent qu'à favoriser les politiciens les plus odieux.

C'est dans ce pays, dont nous avons légèrement montré quelques traits essentiels, que firent apparition, vers l'année 1900, le parti socialiste et son organe l'*Aurora*. Ce fut un événement pas ordinaire. Les deux grands partis historiques, qui de tout temps s'étaient succédé au pouvoir et partagé l'opinion, eurent de la peine à admettre la naissance du nouveau venu. Il fallut pourtant s'y résoudre. Une poignée de jeunes gens, que je veux croire à ce moment-là sincères et animés des meilleures intentions, propageaient avec ardeur les idées nouvelles, et de toutes les régions du canton, le premier ahurissement passé, s'annonçaient les adhésions à la nouvelle organisation. Un réel courant de sympathie se dessina rapidement et un peu partout se constituèrent des sections du parti, groupant ce que la jeunesse ouvrière comptait de meilleur. Les vieilles rengaines des partis bourgeois n'étaient plus prises au sérieux par tout le monde, et bien des gens, jusque là paisibles et routiniers, se montraient capables de s'assimiler autre chose que les théories de leurs grands-pères, et décidés à se consacrer à la cause du prolétariat. Des sections se fondèrent également dans plusieurs villes de la Suisse parmi les colonies tessinoises. Un fort groupement se forma à Barre Vermont, aux Etats-Unis d'Amérique, le plus vivant de tous, et qui aida généreusement le journal du parti jusqu'au jour où il devint tout à fait indigne de l'appui ouvrier. Tout marcha à souhait pendant les débuts, pendant l'enfance du mouvement socialiste, mais la maturité arriva vite, cette maturité chère aux légalitaires ; et avec elle le relâchement et la déchéance. Quel aurait dû être le but le plus pressant du jeune parti socialiste, dans un pays où la superstition politique touchait à son degré suprême et avait causé d'énormes ravages ? Lutter de toutes ses forces, de toutes ses énergies vierges, contre un tel poison. Détruire dans le cerveau des travailleurs le préjugé imbécile de la providence gouvernementale, et semer l'idée de révolte contre la bourgeoisie, en criant aux deshérités que les pantins rouges sont aussi nuisibles que les noirs et que leur émancipation économique devait seule être poursuivie, parce que seule elle a un sens et une valeur. Au lieu de cela, il marcha, sous l'impulsion de ses dirigeants, dans le sillon des partis de l'ordre et il continua, lui

aussi, à faire de la politique. Une fois sur ce terrain, la glissade devenait rapide. Trop faible pour remporter des succès par ses seules forces, il jugea bon de s'allier avec la fraction libérale de la bourgeoisie. A tout propos le bloc des progressistes, cette bouillabaisse inanalysable, était établi pour résister au parti du clergé. La découverte du *péril noir* était faite, et les néophytes révolutionnaires lâchèrent aisément les revendications sociales les plus impérieuses, pour croquer quelques tibias de curé.

Ainsi, ceux qui devaient se dresser farouches en face des charlatans de la politique et engager une lutte tenace et sans compromission contre les bourgeois, n'en formèrent qu'une fraction supplémentaire, identique au fond, comme dans les formes extérieures. Ce qui devait arriver arriva. Peu à peu, l'organe du parti vit pâlir son rouge, tempéra son langage, laissa de côté l'utopie et devint raisonnable et pratique. La même évolution s'opérait naturellement au sein de la majorité de ses lecteurs. Malgré les efforts de quelques révolutionnaires convaincus, des camarades de Barre Vermont surtout, le réformisme le plus fade et la légalité la plus couarde s'emparèrent de tout. Les mécontents furent éloignés comme hérétiques et les bien pensants restèrent maîtres du terrain. Maintenant plusieurs chefs de la partie sage de ce qui fut notre parti digèrent paisiblement un gateau bien gagné. Les uns ont un fauteuil à Berne, les autres sont de hauts magistrats judiciaires, d'autres encore jouissent d'emplois publics pas méprisables du tout. Aujourd'hui, le journal l'*Aurora* est devenu une insipide feuille de choux, comme il y en a tant de par le monde. Ailleurs, à travers le pays, les jeunes gens qui avaient eu un moment de réel enthousiasme, se sont retirés dégoûtés, avant d'avoir pu développer suffisamment leurs aspirations, ou sont rentrés dans les anciens cadres du parti de leurs ancêtres, trouvant qu'il ne valait pas la peine d'en être sortis pour s'enrégimenter dans un autre absolument pareil. Tel est le résultat obtenu par l'action politicienne au Tessin. Nos parlementaires ont voulu être pratiques, et ils l'ont été en pratiquant l'étranglement et la mise en bière du parti socialiste. Ajoutons, pour mieux expliquer ces faits, que la débâcle a été possible en si peu de temps grâce à l'éloignement des meilleurs militants et à la présence, à Lugano, d'une petite coterie d'intellectuels ambitieux.

Le mouvement syndical mérite aussi qu'on l'examine un instant. Etant donné le manque d'industrie, il n'y a rien de surprenant à ce que les organisations ouvrières soient peu développées. Les principales corporations, notamment à Lugano, possèdent des syndicats englobant, cela va sans dire, un petit nombre d'adhérents. Malgré cela, poussés par la rapacité patronale, et n'étant pas entravés par les statuts draconiens des grandes organisations,

quelques-uns d'entre eux soutinrent des grèves assez énergiques au cours de ces dernières années. Comptons parmi ceux-là les typographes, les maçons et manœuvres, les menuisiers, les cordonniers. A Tenero, près Locarno, les ouvriers d'une fabrique de papier supportèrent une lutte longue et pénible, en butte aux persécutions des patrons, des propriétaires et des autorités. Les typographes, groupés jusqu'alors en fédération cantonale, déployaient une louable activité, et leur organe fédératif avait par moments une belle allure combative. Mais la plus importante catégorie de travailleurs est constituée par les tailleurs de pierre, disséminés dans de nombreuses carrières de granit, situées pour la plupart le long des vallées Leventina et Riviera. Il y a peu de temps, leur industrie était florissante, ce qui n'est plus le cas actuellement. Ces prolétaires, autonomes comme les typos, étaient solidement organisés et ils engagèrent des mouvements de grande envergure contre leurs exploiteurs, revendiquant surtout l'abolition du travail aux pièces. Sur l'ensemble des organisations que nous avons énumérées, et dont la marche jusqu'alors était aussi satisfaisante que possible, s'abattirent dernièrement les raccoleurs des fédérations centrales. Après quelques réunions publiques et d'adroits conciliabules entre comités, plusieurs syndicats entrèrent dans les associations nationales. De ce nombre sont les menuisiers, les peintres, les typographes et les tailleurs de pierre, bien que ces derniers en soient déjà rassasiés. A partir de cette date commence la dégringolade du peu qui existait auparavant. Le nombre des syndiqués baisse rapidement et les grèves s'arrêtent. Ceux qui demeurent à leur poste ne se sentent plus les hommes libres de la veille ; ils sont devenus de simples sujets de l'organisme central. La raison ? Nos secrétaires, se décidant à traverser le Gothard pour aller conquérir le Tessin, avaient apporté avec eux leur habituel bagage indigeste de notions autoritaires et absolues. Ils auraient pu faire preuve d'un brin d'intelligence en tenant compte des conditions toutes particulières de l'industrie et des ouvriers tessinois, mais en agissant ainsi ils auraient failli à leur mission. Armés des systèmes, des statuts, des dogmes dont ils sont les défenseurs, ils ont voulu imposer une discipline bismarckienne à des gens imprégnés d'esprit d'indépendance. Ils ont exigé de lourdes cotisations d'ouvriers gagnant à peine 3 ou 4 francs par jour. Ils ont prétendu implanter au Tessin les mœurs introduites par eux en Suisse allemande. Comment s'étonner après cela qu'ils aient semé l'aversion et le dégoût contre l'organisation syndicale ?

Au cours des pages qui précèdent, je n'ai pas été excessivement flatteur envers mes compatriotes. Aussi je veux terminer cette étude, forcément incomplète, par la constatation d'une qualité

excellente à l'actif des Tessinois : leur antimilitarisme. Dans ce domaine ils laissent loin derrière eux tous leurs confédérés. Tandis que chez la plupart de ces derniers le fait d'endosser l'uniforme est un honneur et une joie, chez nous ce sont au contraire ceux qui ont la chance d'être réformés qui se réjouissent le plus en excitant les jalousies des malheureux déclarés bons pour l'abattoir. Mais, le recrutement terminé, cela ne signifie nullement que les enrégimentés deviendront soldats. Tous ceux qui le peuvent, les émigrants surtout, étant mieux placés pour s'éclipser, disparaissent au moment de rejoindre leurs bataillons. Dans les autres cantons de la Suisse, on peut généralement compter sur les doigts les absents à un cours de répétition. Au Tessin, le jour de l'entrée au service, lorsque l'appel commence, vous assistez à ce spectacle : le gradé, sa liste bien confectionnée à la main, crie un nom, puis un autre, un troisième, un quatrième, un dixième même... et un silence sépulcral lui répond. Il lève de nouveau la voix, pour la onzième fois peut-être, et, seulement alors, un „présent" timidement lâché s'élève du milieu des rangs clairsemés. Pauvres présents ! Ils ne sont pas fiers d'être tels, et ils envient sincèrement le sort de leurs camarades absents. Et n'allez pas croire que je prends mes désirs pour une réalité, car ce n'est pas de la fantaisie que nous faisons ici. C'est en masse que les Tessinois restent insoumis, à tel point que des communes pouvant fournir une trentaine de soldats en offrent à la patrie quatre ou cinq au maximum. Il est bien entendu que la généralité de ces ennemis des corvées militaires ne sont pas des antimilitaristes strictement révolutionnaires, mais qu'importe. Ils ne veulent pas être soldats, et ce beau geste prime tout. Nous souhaitons ardemment que partout ailleurs on en fasse au moins autant. Il faut toutefois ajouter que bon nombre de ces troupiers de nom ne poussent pas la désertion jusqu'au bout. Pendant l'hiver, principalement, ils sont cueillis par „ Frère Flic " et amenés aux prisons militaires pour purger le délit d'avoir manqué à l'appel. Ces prisons, en tête celles de Bellinzona, sont bondées de pensionnaires. On pourrait même affirmer que c'est là où s'accomplissent réellement les périodes d'instruction militaire, car les participants menacent d'y être bientôt plus nombreux qu'aux manœuvres d'un rassemblement de troupes. L'amour patriotique en est là pour l'instant, en attendant le jour, espérons-le, où il prendra des formes moins passives à l'égard des théoriciens de l'assassinat et des étrangleurs de liberté. Quand l'aurore de ce jour illuminera les peuples, le militarisme aura rejoint dans le gouffre du passé les monstres disparus avant lui. La tyrannie capitaliste aura suivi son protecteur, et l'émancipation de l'humanité sera enfin un beau rêve réalisé.

J. Devincenti.

Travailleur, abonne-toi à

LA VOIX DU PEUPLE

JOURNAL SYNDICALISTE

Organe de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande

Abonnement : un an, **4 fr.** ; six mois, **2 fr.**

RÉDACTION : 55, Boulevard Carl-Vogt, **Genève**

ADMINISTRATION : Impr. des Unions ouvrières, **Pully-Lausanne**

ECOLE FERRER

Que les travailleurs et les syndicats ouvriers soutiennent énergiquement l'Ecole Ferrer, 16, rue Madeleine, Lausanne. Placée sous le patronage de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande, cette institution est faite dans l'intérêt des enfants du peuple. L'enseignement organisé et contrôlé par des travailleurs, conçu en dehors de toute préoccupation politique ou religieuse, basé sur des méthodes concrètes et de liberté, vise à faire des élèves (garçons et filles de 7 à 15 ans) de futurs producteurs sachant se servir de leurs mains, de leurs yeux, ayant de la clairvoyance et de l'initiative.

Imprimerie des Unions ouvrières

Impressions en tous genres o pour syndicats et particuliers

Pully-Lausanne

L'Imprimerie des Unions ouvrières est absolument communiste. Elle est placée sous le contrôle direct du comité fédératif de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande. Les bénéfices de cette œuvre communiste sont affectés à la propagande syndicaliste.

Camarades fumeurs, ne fumez que la cigarette

LA SYNDICALE

fabriquée par les ouvrières de l'Atelier libre d'Yverdon. Réclamez *La Syndicale*, dont il existe trois sortes (fortes, moyennes, douces), à tous les marchands de tabacs, et écartez rigoureusement les produits des exploiteurs Vautier frères, de Grandson-Yverdon.

Siège de l'Atelier libre : rue du Four, Yverdon.

Salons de coiffure communistes

placés sous le contrôle des syndicats et dont les bénéfices vont exclusivement à la propagande syndicaliste :

GENÈVE : rue Vallin, 7. — **LAUSANNE :** rue des Deux-Marchés, 24

Travailleurs ! Que personne d'entre vous n'achète la *Tribune de Genève*, qui a renvoyé des ouvriers et des vieillards de 70 ans après 25 ans de service, parce que « syndiqués ». N'achetons rien chez les commerçants qui vendent, tiennent et utilisent ce journal pour leur réclame.

Boycottons tous la TRIBUNE DE GENÈVE !